LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

« Le monde ne sera sauvé, s'il peut l'être, que par les insoumis. »

André Gide

N° 1565
du 24 au 30 septembre 2009

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

M 02137 - 1565 - F: 2,00 €

Sommaire

Ils ont encore trahi **Jaurès,** par Hugues, *page 4*

Forfaiture hospitalière, par P. Schindler, *page 5*

Seconde **rafale,** par R. Burget, *page 7*

Mortelle **phynance,** par J. Langlois, *page 8*

Ah, l'armée, par N. Potkine, *page 11*

Des dessins très animés, par Monique, *page 12*

Propagande et servitude, par Justhom, *page 14*

Gestion directe à **Cecosesola,** par Daniel, *page 15*

Anarchistes au **Pérou,** par Sophie, *page 16*

Les anars au bout du fusil, par E. Gava, *page 17*

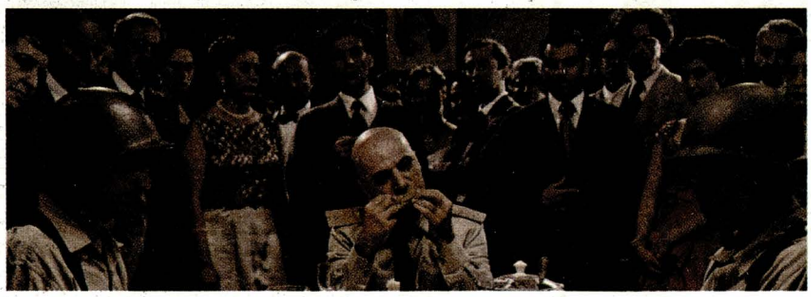
L'École au service des patrons, par Hugues, *page 18*

Apprête ton **cinéma,** par H. Hurst, *page 19*

Vie du **mouvement,** *page 21*

La **Radio** sans pub, *page 22*

L'Agenda libertaire, *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59
Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

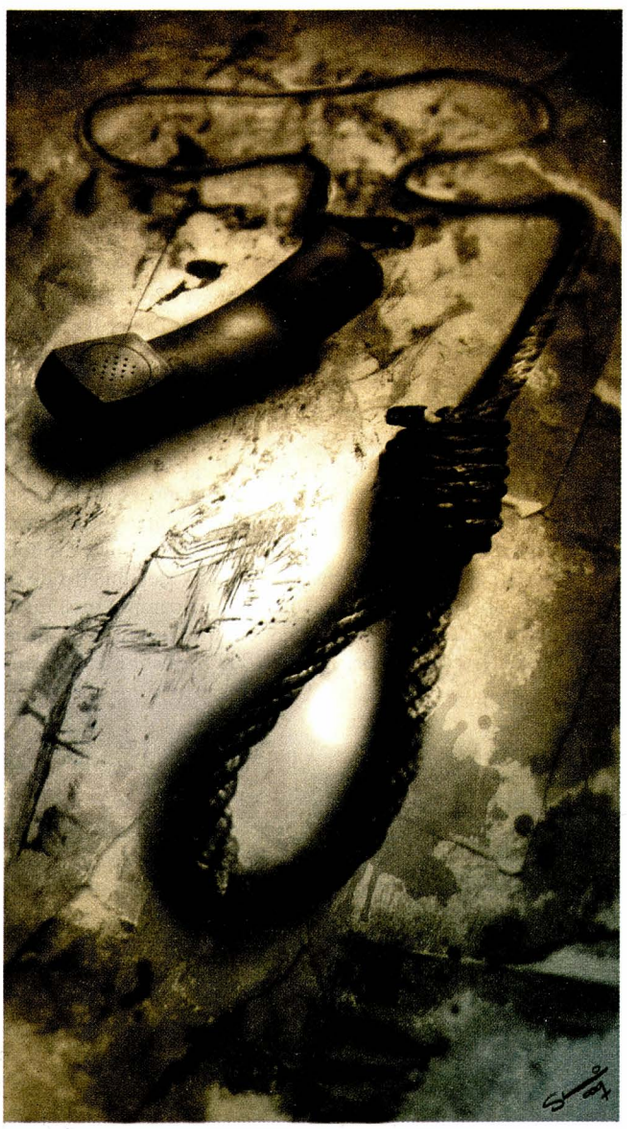
Editorial

« La classe ouvrière en lutte balaye les réformistes. » La formule est un peu emphatique, voire outrée... Ce jeudi 17 septembre, la semaine dernière donc, à Paris devant la Bourse, tout avait commencé comme dans beaucoup de rassemblements. Quelques emblèmes de partis politiques de gauche, des libertaires, mais quid des sections syndicales? Ce serait-il comme en Gironde à Blanquefort où la mobilisation n'avait pas fait son plein? Au-delà des espérances le chiffre de 3 000 a pu être avancé (1 700 selon la police). Continental, Goodyear Amiens, Renault, Psa, GeneralMotors, Ford Blanquefort, Michelin, Delphi Wagon, bref tout le monde salarié de l'automobile. Sans oublier ça et là des drapeaux noir et rouge. Mais le lendemain, dans le quotidien qui n'a plus ni faucille ni marteau, c'était devenu une démonstration de force de la CGT avec... rendez-vous le 7 octobre pour une énième promenade! Alors, à qui la victoire? Pendant ce temps-là les médias tendent à dire que l'image du chef de l'État se ternit. Lundi dernier aura commencé le procès de « l'affaire Clearstream ». Vraie manipulation avec en toile de fond l'appétit féroce du pouvoir! Pas mieux de l'autre côté de l'échiquier politique. Qui a le plus triché, Martine A. ou Ségolène R. ? Rue Solférino, au siège du Parti socialiste, on doit trembler en entendant les appels incantatoires au « dépassement du PS ». Faut-il réviser le bail, changer la devanture? À la place du Colonel-Fabien, Marie-George B. a beau déclarer que « Le Front de gauche a une vocation majoritaire », cela ne convainc personne et ne vous rassurera guère sur l'état des lieux dans la rentrée syndicale comme *Le Monde libertaire* s'en déjà fait tristement l'écho. Mardi dernier les travailleuses et travailleurs de La Poste auront fait grève contre le changement de statut de leur entreprise, encore Service public. On leur souhaite plus de chance qu'à France Télécom où, selon un représentant des instances directoriales, il faudrait que « cesse cette mode des suicides ». On devrait rappeler à ce sinistre individu, le suicide (au début des années 1970) d'un employé de la BNP. Cela se passait boulevard des Italiens à Paris, près de la place de l'Opéra; et rappeler aussi qu'avant de se supprimer, l'employé avait occis un des directeurs de la banque en question.

De l'autre côté de la Manche, les syndicats britanniques se fâchent, des grèves sont prévues pour s'opposer à la politique d'austérité du gouvernement. Les médias nous assuraient pourtant que depuis l'ouragan de Margaret alias « dame de fer », tout était plié. Comme quoi tout peut recommencer!

France Télécom

Du sang coule de l'Orange



Sami Chemin

USONS DE LA MÉTAPHORE médicale. Les prodromes de la maladie qui ravage FT (France Télécom) ont pour point d'entrée son alignement (en 1988) sur une directive européenne l'assujettissant aux règles du droit commercial et non plus administratif. Dès lors, passée l'étape de son incubation, qualifiée en langage marchand de transformation en société anonyme, le prion de la privatisation eut le terrain libre pour coloniser FT.

Les premières poussées de fièvre, d'angoisse pour la quasi-totalité des salariés, d'euphorie pour le petit nombre d'individus appelé à se gaver en favorisant la diffusion de l'agent pathogène ne tardèrent pas.

À partir de 1997, l'actionnariat privé monta en puissance. Il atteint 75 % du capital actuellement. Le cours de l'action alterna entre 7 euros en 2002 et 219 euros en 2000 pour se situer en dessous de 20 euros aujourd'hui. Les explications de ce yo-yo sont simples. Les dirigeants de FT voulurent faire un numéro à la Jean-Marie Messier, ils y arrivèrent brillamment. Comment? Ces marioles, tout à leur rêve mégalomaniaque de transformer FT en géant industriel mondial, se lancèrent dans des investissements foireux au point de faire partir plus de 30 milliards d'euros en fumée. La dette explosa et c'est ainsi que FT dut rembourser, de 2002 à 2005, entre 5 et 15 milliards d'euros annuellement. Pour autant, malgré une dette qui s'élevait à 30 milliards d'euros à la fin de l'année 2008, FT a accumulé près de 15 milliards de bénéfices de 2006 à 2008.

Cette conversion à marche forcée aux dogmes de « l'empire de la théologie du marché », pour reprendre une expression de l'historien britannique Eric J. Hobsbawn, fournit une représentation magistrale des mutations économiques et sociales dans notre pays depuis le milieu des années 1980. Dès l'instant où la privatisation tomba le masque, FT stoppa le recrutement des fonctionnaires. Parallèlement, dans le cadre de ses perpétuelles réorganisations, FT a procédé à 14000 mutations entre 2006 et 2008, mutations souvent réalisées sous la contrainte, il convient de le préciser.

La culture managériale qui a émergé dans les années 1980 a imposé les gestionnaires dans l'état-major des entreprises. Ces créatures, formatées pour vouer un culte unidimensionnel au dieu fric, ont tarabusté l'idée selon laquelle on pouvait augmenter les dividendes des actionnaires, « améliorer la performance de l'entreprise » (comme ils disent en version clean) en faisant des économies sur tout ce qui est inerte (exemple les stocks), mais aussi sur les effectifs. Découlant de cette version pervertie de l'économie monde, les salariés sont devenus une « variable d'ajustement » (quantitative ou qualitative), objet des attentions féroces de ces tueurs à sang froid. Enfin, en vue de compléter l'arsenal nécessaire pour mener efficacement la guerre économique imposée au monde entier, les patrons s'appuient également sur d'autres évangélisateurs du capitalisme : les cabinets de consultants en management des entreprises.

Conséquence de quoi : « les salariés sont mis dans des obligations de résultats chiffrés sans que soient pris en compte les moyens nécessaires pour les atteindre [...] Ils n'arrivent plus à donner du sens à ce qu'ils font et aux conflits qu'ils vivent dans leur rapport au travail [...] Les salariés expriment une souffrance et un malaise psychique, l'angoisse de ne pas être à la hauteur [...] Transformer l'humain en ressources au service des objectifs de l'entreprise, c'est faire du « moi » un capital qu'il faut faire fructifier. » (Vincent de Gaulejac – sociologue, *Politis* n° 1068)

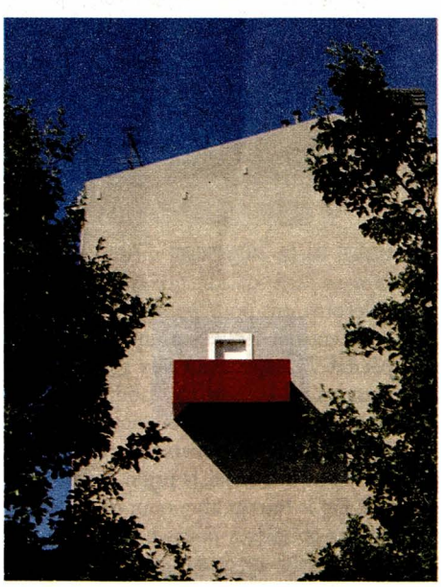
À l'opposé, vautré dans le déni le plus complet, le PDG de FT, Didier Lombard, crachote quelques unes de ses pensées glaireuses (interview à Libération le 15 septembre) : « On est dans une spirale négative qui s'est enclenchée à partir des drames de cet été. Certaines personnes plus fragiles que d'autres sont passées à l'acte, happées par cette spirale [...] Elle (toujours la spirale !) était évidente dés la médiatisation des premier cas. Tous les psys vous le diront. Il y a eu un effet de contagion [...] Il faut tenir compte aussi du moral des managers de la maison. Nous avons été heurtés [...] Nous vivons une transformation concurrentielle, technologique et réglementaire. Et j'ai dit que je j'embarquerai tout le monde. » Traduction : si des salariés de FT se suicident, c'est à cause des médias vu que, « juste pour l'embêter », les malheureux qui passent à l'acte savent que leur mort ne passera pas inaperçue. Mais, *in fine*, quelle est la teneur essentielle du discours tenu par le « capitaine » Lombard ? L'affirmation qu'il maintiendra envers et contre tout le cap de « son » bateau, quand bien même de plus en plus de marins, brisés par la chiourme, se jetteraient par dessus bord.

Ici, nous conjecturons que ça phosphore grave sous le casque de nos amis de la SNCF, de La Poste...

Soudain le téléphone sonne dans leurs bureaux. Au bout du fil, des voix ordonnent : présentez-moi des objectifs de productivité détaillés ; améliorez votre compte de résultat ; tenez mieux à jour vos tableaux de bord et vos indicateurs ; multipliez les entretiens individuels de vos collaborateurs ; repérez les agents qui n'adhèrent pas à la politique de l'entreprise... Instantanément, nos amis sortent de leur fausse torpeur. Vérification faite, ils s'aperçoivent que leurs donneurs d'ordre ne sont pas des managers de FT. La colère empourpre leur visage, leurs poings se serrent, un vent de révolte commence à souffler dans leur esprit. À suivre...

S. C.

Le balcon de la trahison



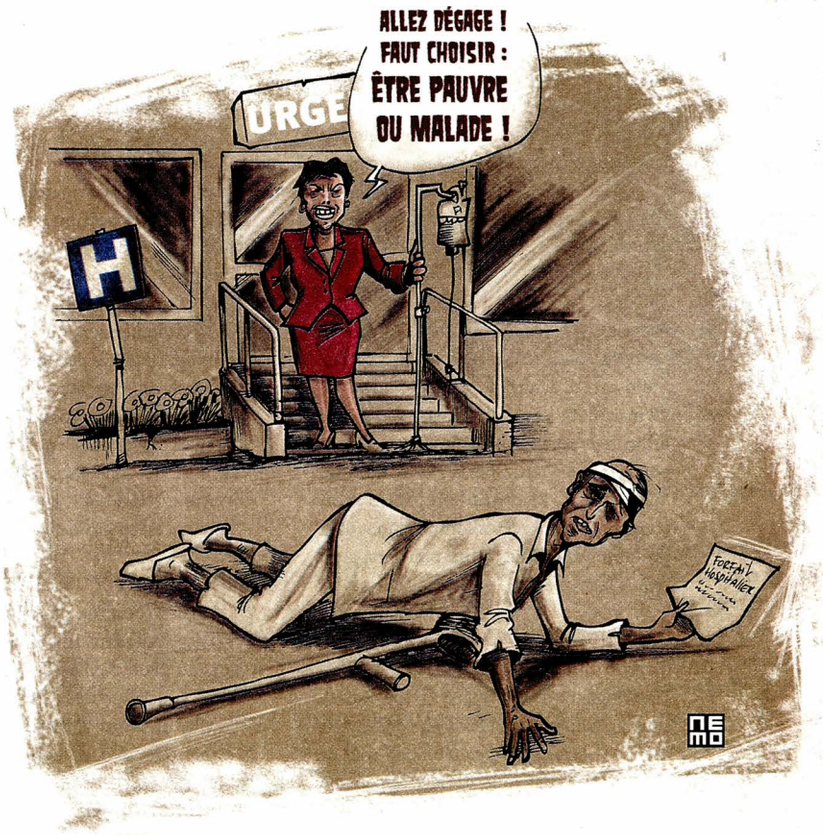
Que les socialistes veuillent honorer la mémoire de celui qu'ils trahissent et assassinent tous les jours, pourquoi pas. Mais devaient-ils, sur les fonds publics faire produire une telle œuvre ? À noter que sur la plaque de rue de l'avenue Jean-Jaurès dans le XIXe arrondissement, il est écrit : *Jean-Jaurès, homme politique* et qu'il n'est fait aucun cas ni de son socialisme ni de son assassinat en 1914. Quant à la plaque expliquant le pourquoi et le comment de ce balcon, rien hormis une allusion au talent tribunicien du député du Tarn. Belle opération de décervelage, de suppression de la mémoire collective ! À quand un monument à *Louise Michel, institutrice* ? Jaurès est donc né en 1859 et depuis une paire d'années maintenant ce balcon rouge est sensé rappeler le tribun fondateur de l'*Humanité*. N'y avait-il pas autre chose à faire avec nos deniers que cette infâme boîte de conserve colorée. Un monument contre la guerre par exemple puisque Jaurès fut la première victime de celle de 1914, un monument contre le capitalisme que le pacifiste voulait, même avec le moyen inefficace qu'est le parlementarisme, détruire jusqu'aux fondations. Mais pour cela, faudrait-il encore que les socialos soient encore pacifistes (Quid de leur position sur les troupes françaises en Afghanistan ?). Faudrait-il aussi que les socialos soit encore anticapitalistes. En d'autres termes, faudrait-il que les socialos soit socialistes ! Au demeurant, cette urne rouge pourrait recueillir les votes des militants du PS, elle est facile à bourrer. Et, depuis que Sarkozy cite lui aussi Jaurès, on n'y comprend plus goutte si ce n'est que balcon rime avec piège à con et que cette magnifique installation a tout l'air d'être de l'Art-pour-lard, une aide indirecte à des artistes, amis des puissants qui nous gouvernent.

Hugues

Forfait hospitalier

Plus on est malade plus on paye

Nouvelle mesure discriminatoire qui va pénaliser les plus pauvres et les plus malades: le gouvernement vient d'évoquer une possible hausse du forfait hospitalier de 25 %. Il passerait de 16 à 20 euros par jour. Les politicards parlent d'une « simple piste de travail »...



Il ne fait pas de doute que cette mesure aura pour conséquence de pénaliser les plus pauvres (les malades qui n'ont pas accès à la CMU ne sont pas exonérés du forfait hospitalier) qui ne peuvent pas accéder à une mutuelle, ainsi que les populations les plus malades.

L'inverse de la solidarité

Après l'augmentation des consultations et des médicaments via les franchises médicales, le gouvernement ultralibéral s'attaque à présent aux frais d'hospitalisation qui vont augmenter pour les assurés sociaux. Pour la ministre de la Santé: « Ces dépenses d'hôtellerie (sic) n'auraient pas à être pris en charge par l'assurance Maladie » ...Sous ce discours ironique et méprisant, elle condamne donc les 5 millions d'assurés sociaux qui n'ont pas accès à une mutuelle. Quand bien même, il faut savoir que toutes les mutuelles ne remboursent pas le forfait hospitalier... L'augmenter va donc pénaliser les personnes les plus démunies et les écarter encore davantage des soins.

Pour prendre le cas d'une population fragile, il faut savoir que seuls 17 % des personnes séropositives ont une activité professionnelle. Pour les autres, il s'agit de se débrouiller avec des prestations sociales dont le montant se situe en dessous du seuil de pauvreté, mais au dessus du plafond de la CMU! Toujours dans cette « logique illogique », une personne bénéficiant de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) qui n'a pas les moyens de cotiser à une mutuelle doit ainsi s'acquitter du forfait hospitalier. Or, l'AAH vient d'être « généreusement » revalorisée de 2,2 %... Elle s'élève à 681,63 euros mensuels... Comment les politicards, qui ne foutent jamais le nez en dehors de leurs palais ou de leurs voitures avec chauffeurs et motards, vont-il expliquer aux personnes précaires qu'une hausse de 25 % du forfait hospitalier est envisageable? Il s'agit d'un grossier foutage de gueule pour des populations qui mettent déjà toute leur énergie à trouver le minimum vital: de quoi se loger et se nourrir.

« C'est la faute à la crise »!

Et qu'on ne vienne pas nous dire que le déficit de l'assurance maladie est dû au gâchis et à la crise. Il ne faut pas sortir de l'Ena pour comprendre que la réduction du nombre de lits d'hôpital, les salariés du secteur hospitalier partant à la retraite non remplacés et les licenciements en chaîne opérés ces derniers mois sont autant de ressources en moins pour l'assurance Maladie. Et malgré ce massacre, le gouvernement s'évertue à poursuivre sa politique d'exonérations de cotisations patronales, en ignorant cordialement qu'elle constitue la cause principale du déficit de l'assurance Maladie. Tout ça pour faire des cadeaux lobbyistes aux « copains » et qui permettent à divers spécialistes de pratiquer pour les 3/4 de leurs actes, des dépassements d'honoraires. Ce système qui devrait être mis en place d'ici mi-octobre promet l'assise d'un système de santé encore plus inégalitaire.

Le projet de loi Hôpital - Patients - Santé et Territoire (HPST) allait déjà dans le sens du corporatisme médical. Et les personnes « fausses naïves » qui feignent de penser que ce projet de loi ne fait que remplacer le pouvoir médical par celui d'une direction forte, devraient réfléchir à la duperie de substituer un pouvoir par un autre, ici purement gestionnaire: il s'agit d'une énorme tromperie. L'esprit de cette réforme correspond à tout sauf à la recherche de l'équilibre des pouvoirs.

En réalité, ce sont les malades qui font déjà les frais depuis plusieurs années d'une tarification à l'activité inappropriée pour des pathologies chroniques et évolutives complexes, ce qui conduit à une grave dégradation des conditions d'accueil dans les services censés les soigner (délais de rendez-vous délirants, personnel infirmier insuffisant, restriction sur les soins).

Toutes ces politiques n'ont qu'un simple et seul but: faire payer les malades, sans prendre la peine de chercher d'autres pistes pour renflouer les caisses de la Sécurité sociale. De plus, avec cette logique, plus on est malade, plus on paie! Cette philosophie nie totalement le système de mutualisation qui était à la base de la Sécurité sociale, pour le faire évoluer en un système où la santé sera un luxe inabordable pour la plupart des individus. Selon la Fédération syndicale unitaire, déjà 14 % des usagers auraient déjà renoncé à se soigner. En ce n'est hélas qu'un début!

Patrick Schindler

Anarchistes serbes

Au moins six compagnons anarchistes de Serbie, dont plusieurs membres de la section serbe de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) ont été arrêtés. Selon la CNT : « Cette arrestation fumeuse, sans aucune preuve et basée sur des allégations policières mensongères, n'est pas sans rappeler les arrestations qui surviennent en France depuis plus d'un an ». Ce nouvel épisode du harcèlement de l'État contre les anarchistes et les anarcho-syndicalistes en Serbie est certainement l'un des plus violent. Le gouvernement semble décidé cette fois a frapper fort en faisant des compagnons des exemples.

Une fois n'est pas coutume !

Poursuivi pour outrage, rébellion et violences par deux policiers, Yves Baumgarten, prof de philo arrêté à une terrasse de Barbès le 29 mai 2008, accusé d'avoir volé son propre ordinateur portable et victime de violences policières a été relaxé par la 29e chambre du TGI de Paris. La procureure, après avoir constaté de nombreuses contradictions dans les témoignages des deux policiers, avait requis la relaxe.

L'Afrique compte ses morts, l'Europe compte ses sous

Une vingtaine de militants d'Act Up-Paris se sont rassemblés devant les grilles de l'Élysée, avenue Gabriel, à l'issue du rendez-vous de concertation sur l'Aide au Développement. Elles et ils ont déployé une banderole « Le Sud compte ses morts, la France compte ses sous » et jeté du faux sang sur le sol pour protester contre le désengagement de la France en matière d'accès universel au traitement. Interpellés par la police, tous ont été libérés dans la nuit. On attend le nouveau procès !...

Sécurité et coût maximum pour le coup de frime d'un despote

La visite de Nicolas Sarkozy à l'hôpital Paul-Brousse (AP HP), à Villejuif, pour célébrer la 2 500e greffe du foie, atteint des sommets en matière de coût et de sécurité, selon les syndicats de l'établissement (l'opération est estimée à 200 000 euros). SUD Santé parle d'un hôpital « en état de siège depuis des jours ». Pour Act-Up Paris : « C'est une véritable provocation de la part de celui qui, de La Poste à l'hôpital, casse le Service public. Quand on sait qu'annuellement il est prévu la suppression de près de 1 200 postes à L'AP-HP et que la Loi HPST veut faire de l'hôpital une entreprise pour une marchandisation de la santé ».

Vichy le retour !

La police du 91 ouvre une adresse mail pour dénoncer ses voisins... « Aidez la police nationale dans son action au service des citoyens. Confidentialité garantie. Transmettez vos renseignements à police-ddsp91@interieur.gouv.fr ». Voici le slogan proposé la police de l'Essonne. Jean-Claude Borel-Garin, directeur départemental de la sécurité publique répond aux critiques que ce site a provoquées « qu'il y a une nécessité de vivre avec son temps ». Ah ! si Internet avait existé en 1941-42, certaines concierges auraient eu moins de travail...

Un deuxième évêque au Mans ?

Le maire socialiste participe activement à l'étalage religieux dans sa ville. Cette année, lors du salon du livre du Mans, coorganisé par l'association de la 25e heure du livre et la ville du Mans, il lancerait les « Lectures cathédrale ». Des comédiens liront, à l'intérieur de cet édifice, des textes de Paul Claudel... Rosa Luxembourg et Albert Camus ! Ce n'est pas un coup d'essai : déjà en 2002 une « crèche oasis », avec dromadaires, chèvres et jeunes de l'aumônerie des lycées publics, se tenait à Noël au pied de la cathédrale ; cette mascarade a duré trois ans, puis a disparu suite aux protestations de certains manceaux ...et aux proches élections municipales. Hélas, depuis Pâques 2005, une sinistre procession déroule, sur l'espace public du Vieux Mans, son chemin de croix du vendredi fatidique... de l'église Saint-Benoît à la même cathédrale ! L'évêché ne peut que se louer d'un si fervent disciple. Qu'en aurait dit Camus ? Lui qui réfutait les religions car « on n'y trouve aucune problématique réelle, toutes les réponses étant données en un fois » (*L'homme révolté*)

Appel contre le sommet COP15 à Copenhague en décembre

Pour les militants anti-sommet : « Si la catastrophe est réelle, le changement climatique en est l'un de ses nombreux symptômes. L'inévitable discours du COP15 de « sauver le monde de la crise climatique » est un canular élaboré pour déguiser le véritable sujet du COP15 : restaurer la légitimité du capitalisme global en inaugurant l'ère du capitalisme « vert ». Une nouvelle rhétorique de « sauvegarde du climat » sera mise en place pour justifier leur répression, leur frontières fortifiées et leurs guerres coloniales pour les ressources... Notre réponse à ce mensonge déroutant est une in-compromission et un NON absolu à leur système ».

Forcing

La préfecture du Haut-Rhin ne veut pas que les antinucléaires défilent au centre-ville de Colmar, le 3 octobre 2009, date prévue pour la manifestation européenne en faveur de la fermeture de la centrale de Fessenheim et de quel droit ?...

Anti-nucléaires menacés

Le 1er juillet 2008, une douzaine de militants du collectif antinucléaire « GANVA » bloquaient pendant 6 heures, et de manière non-violente un train de déchets nucléaires en provenance d'Italie et à destination de La Hague (Basse-Normandie). Quatre d'entre eux étaient jugés à Caen en janvier pour « présence sur les voies, dégradation et entrave à la circulation », et condamnés à 2 500 euros d'amende, dont 2 000 avec sursis, ainsi qu'au paiement de 7 700 euros de dommages et intérêts à la SNCF. Mais le Parquet fit appel du délibéré. L'affaire est jugée de nouveau vendredi 2 octobre 2009 à 8 h 30, au nouveau Palais de Justice de Caen, (place Gambetta). Les 4 militants risquent des peines plus sévères. Aidons-les !

Deuxième Rafale

René Burget

Le président brésilien Lula a annoncé le 7 septembre sa décision de principe pour l'achat de 36 avions de guerre Rafale. C'est la première fois en vingt ans que Dassault parviendrait à fourguer à l'étranger sa camelote obsolète. Comment cet insensé trafic d'armes a-t-il pu se mettre en place avec ce pays-continent sous influence militaire ?

SERGE DASSAULT (84 ANS) a vu rejetée, par le Conseil d'État le 7 septembre, la requête en révision qu'il avait déposée contre l'annulation des élections municipales de 2008, à Corbeil-Essonnes. Ancien maire UMP depuis deux mandats, il est accusé par plusieurs témoignages de « dons d'argent » aux électeurs pour qu'ils votent pour lui. Il ne faisait qu'appliquer les recettes brevetées de son père Marcel Dassault, qui achetait chaque bulletin 100 francs et qui était régulièrement réélu député gaulliste de l'Oise. De nouvelles mascarades électorales doivent se tenir à Corbeil, les 27 septembre et 4 octobre prochains.

Coïncidence ou consolation pour le prévaricateur ? Ce même jour, Nicolas Sarkozy, dont l'élection à la farce présidentielle du 6 mai 2007 doit tant aux « dons » de la famille Dassault et aux médias qu'elle contrôle, arrache toutes dents dehors une promesse de contrat d'armement au Brésil pour son sponsor.

Ce pays, célèbre notamment pour le carnaval de Rio, la forêt amazonienne qui part en fumée ou le fameux café (servi très chaud, très fort, très sucré) qui servit de combustible aux locomotives pendant la crise de 1929, est le géant de l'Amérique du Sud avec 8,5 millions de kms – soit 17 fois la France – pour 191 millions d'habitants.

Il s'agit d'une république fédérale de 24 États, 3 territoires et un district fédéral, regroupant une des populations les plus métissées du monde (indiens, blancs, noirs, asiatiques...), qui s'accroît rapidement, en développant d'extrêmes disparités de revenus. Cela ne se reflète pas dans le PIB de 1 314 milliards de dollars (soit le dixième mondial).

La moitié de la population ne dort pas parce qu'elle souffre de la faim dans d'immondes favelas. L'autre moitié est aussi insomniaque dans ses luxueux logements avec gardiens armés, mais par peur des cambriolages, violences et meurtres. Une insécurité organisée, comme partout, permet de justifier des forces de répression pléthoriques alors que la misère se développe.

À signaler toutefois un intéressant référendum proposé par le président Lula, le 23 octobre 2005, pour interdire les armes à feu (dramatisé par l'extrême droite et par le lobby sécuritaire, le non l'emporta à 64 %).

Autre originalité, si le Brésil peut fabriquer la bombe H (ce que confirme avec tact *Le Figaro* du 6 septembre 2009), ses dirigeants actuels entendent respecter le traité de non prolifération (TNP) qu'ils ont signé.

L'ancienne colonie portugaise (1532-1822), toujours de langue lusophone, a subi de longues dictatures militaires. Le dernier coup d'État des généraux date de 1964 et les criminels de masse (Castello, Branco, Costa e Silva, Medici, Geisel, Figueiredo) se succédèrent au pouvoir jusqu'en 1985.

Les soldats brésiliens sont présents sur la base antarctique Comandante Ferraz et, depuis 2004, dirigent la Minustah (6 000 hommes de la force de stabilisation de l'ONU en Haïti).

Avec 287 000 soldats en activité et un budget officiel de 10 milliards de dollars (soit six fois moins que les militaires français) les industriels brésiliens ont réussi à hisser leur pays parmi les sept premiers exportateurs mondiaux d'armes (souvent peu sophistiquées et à prix abordable).

En juin 2010, au salon Eurosatory (Paris-Nord-Villepinte), plus d'une dizaine de société brésilienne sont attendues pour la grande foire des marchands d'armes. Seront-ils parmi les invités du banquet de mille couverts offert par le Groupement des charognards français, le mardi 22 juin au musée du Louvre ?

Françamérique

En 1964, la France, au grand dam de sa soldatesque, était dégagée depuis deux ans de la « pacification » des territoires algériens, tout en conservant la jouissance du site atomique de Reggane, au Sahara.

À l'instar du général Paul Aussaresses ou du colonel Robert Trinquier, l'armée française exportait alors son modèle de la guerre anti-insurrectionnelle, notamment par des cours à Fort Benning ou Fort Bragg (hauts lieux de la formation de tortionnaires lors de la guerre entre les États-Unis et le Vietnam).

Entre 1946 et 1994, à l'école des Amériques au Panama (rebaptisée depuis en « institut des hémisphères » et rapatriée en Géorgie) ont été formés par le Pentagone et la CIA plus de 60 000 officiers des armées d'Amérique latine. C'est là qu'ont vu le jour les plans les plus fous (CONDOR, COLOMBIA, etc.) pour ancrer le fantasme d'un ennemi omniprésent, et qu'ont été suscitées de nombreuses guérillas, afin de donner corps à la lutte contre la subversion.

Les complots militaires aboutissent aux dictatures au Paraguay (général Stroessner de 1954 à 1989), Brésil (1964-1985), Bolivie (1971-1982), Uruguay (1972-1985), Chili (1973-1989), Pérou (1975-1980), Équateur (1976-1979), Argentine (1976-1982), etc.

Les escadrons de la mort y sont lancés au Guatemala en 1966. La technique terroriste des disparitions (empêchant tout deuil) se répandra ensuite dans les régimes brutaux de la planète.

Des machines à réprimer, comme la Dina (Chili) ou l'Esma (Argentine) y ont été conçues, ainsi que d'autres centres clandestins de détention et de torture pour de prétendus militants marxistes, gauchistes ou pire, anarchistes.

La doctrine de la Sécurité nationale, institutionnalisation de la violence contre des civils, a trouvé ses formulations dans ce bouillonnement de paranoïa militariste.

La haute école de torture brésilienne doit beaucoup aux coopérants militaires français, qui depuis 1964 conseillaient et formaient les

responsables du renseignement au Brésil (et d'autres dictatures d'Amérique latine).

Le film *La Bataille d'Alger* faisait un tabac dans ces milieux déshumanisés, en illustrant la lutte contre le communisme ainsi que l'obtention d'aveux et d'informations par la terreur.

Les traditions de confiante collaboration existent donc depuis quarante cinq ans entre les tueurs en uniforme de France et du Brésil et leurs commis munitionnaires, trempant dans les plus louches trafics d'armes en transit par Cayenne.

Avion pourri

Conçu dans les années quatre-vingts par le groupe Marcel Dassault, cet avion de combat multirôle devait remplacer au moins sept types différents d'avions de guerre (chasseur, intercepteur, bombardier traditionnel ou nucléaire, reconnaissance etc.).

Or, il se trouvait déjà dépassé, même s'il peut voler à Mach 1,8 (premier essai en 1986), car les missiles téléguidés sol-air détruisent aisément ce tas de ferraille de dix tonnes à vide. Il n'avait donc jamais été exporté jusqu'à présent.

L'armée de l'air, consciente des dérives pharamineuses du coût de ce gadget inutile et des incidences sur les soldes futures, ne consent à en commander 294 exemplaires (à peine 80 ont été livrés en bientôt trente ans) que sous l'incessante pression des hommes politiques fabriqués par les médias Dassault, majoritaires à l'Assemblée nationale.

Chaque appareil est acheté par le ministère de la Défense au prix d'ami de 50 millions d'euros, soit le coût de 500 logements à loyer modéré.

Par contre, pour le Brésil, les 36 Rafale reviendront, paraît-il, à 5 milliards d'euros (soit 139 millions l'unité). Prix surprenant par rapport à ses concurrents (le Gripen de Saab et le FA18 de Boeing), d'autant plus qu'il sera partiellement fabriqué et assemblé sur place, en assurant des transferts de technologie appréciables pour ce pays émergeant.

Comme dans tous les contrats d'armement, secteur le plus corrompu de l'économie de marché, des « compensations » sont accordées à l'acheteur. En l'occurrence la France s'engage à acheter une dizaine d'avions de transport militaire KC-390 (*sic*), pour un montant non précisé.

De plus, quatre sous-marins d'attaque Scorpène vont être livrés à la marine de guerre du Brésil, ainsi qu'une coque pour un sous-marin à propulsion nucléaire, selon un accord déjà conclu depuis décembre 2008.

Ainsi, l'annonce triomphale de ce précontrat pour le groupe Dassault risque fort de s'avérer ruineux pour le budget français : à l'instar des Mirages vendus au régime des colonels grecs (1967-1974) contre des raisins de Corinthe et des séjours touristiques sur les côtes hellènes, l'addition n'a pas fini d'être payée par les contribuables… R.B

Treize mille bonus

nouvelles jongleries du Nicktalope

Jacques Langlois

Cet article est loin de revendiquer un révolution sociale détruisant le système bancaire et financier. L'auteur fait la démonstration méritoire de véritables mesures pouvant être mises en œuvre dans un cadre réformiste certe, si la volonté politique des réformistes existait réellement.

La rédaction

L'OMNIPOTENT, L'OMNISCIENT président vient de convoquer le 24 août les banquiers pour leur passer un savon à propos des boni (and Clyde) des traders. L'obscur voyant Nicktalope, soit ne sait pas que c'est un tout petit problème, un bouton d'acné financière sur la face rougeaude des banquiers, auquel cas il est incompétent (comme le serait tout avocat d'affaires sans culture économique profonde), soit il continue de mener le bon peuple en bateau. Car celui-ci réclame des têtes pour punir les coupables de la crise, car la reprise des boni, alors qu'il s'enfonce dans la mouise, lui est insupportable. Alors il suffit de faire de la com et du compassionnel, d'afficher urbi et orbi des rustines pour lui faire accroire que le pouvoir fait quelque chose d'important. Cette seconde interprétation est renforcée quand on sait que si M. Pro(u)t, DG de la BNP, s'empresse d'obéir aux ordres du Prince côté cour, M. Pébereau, président de la même BNP, hyper capitalo monté en graine grâce à Balladur, grand mamamouchi du néolibéralisme et à ses « noyaux durs », est le meilleur conseiller de Tsarkowitch en matière financière, côté (et coté) arrière-cuisine. Cela devient encore plus évident si l'on pense que les banquiers ne sont pas complètement nases car, autant que Tsarkocescu, ils savent qu'afficher à nouveau des boni, qu'ils auraient pu tenir secrets sans difficulté, est un chiffon rouge sous le pif des bons Françaouis. Alors pourquoi le font-ils quand même ? Élémentaire, my dear Watson, c'est parce que cela donne l'occasion à Zébulon Ier de se remettre en selle et d'afficher ses muscles antilibéraux à peu de frais vu que les médias relayeront sa position faussement outragée. Enfin, cette manipulation de l'opinion est encore plus accréditée par le fait que les aides sarkozyennes aux banques, notamment en apport de capital (5 milliards pour la miséreuse BNP de Pet-Hobereau de la finance) n'ont été assorties d'aucunes mesures pour mieux les contrôler, notamment via par exemple des administrateurs d'État siégeant à leur Conseil d'Administration. Du reste, on

les laisse gentiment exploiter à leur profit (ben voyons) la différence de taux d'intérêt entre les prêts de la banque de France (1 %) et les taux aux particuliers et aux entreprises (4 à 5 %).

...sparadrap sur la gangrène de la phynance, d'emplâtres sur une jambe d'or, de sangsues contre la grippe porcine.

Or, il ne s'agit que de sparadrap sur la gangrène de la phynance, d'emplâtres sur une jambe d'or, de sangsues contre la grippe porcine. Si l'on veut mettre au pas les banquiers, les assureurs, les agences de notation, les cabinets-conseil en stratégie, les fonds de pension, les fonds spéculatifs, il y a de vraies mesures à prendre. Leur logique est simple: éradiquer l'idée des économistes théoriciens de l'équilibre général qui postule que les marchés s'autorégulent d'eux-mêmes et aboutissent à la meilleure allocation possible des ressources dans tous les domaines. Cette logique inspire depuis trente ans tous les organismes internationaux (FMI, BM, BRI, OCDE, G 20, UE, OMC, etc.) au nom du « consensus de Washington » et de ses « ajustements structurels ». Cette pensée « unique » a conduit à la libre circulation des capitaux, au libre-échange généralisé, à la suppression des services publics et de ses inutiles fonctionnaires. Elle a favorisé la spéculation à base de « produits financiers innovants » et aussi dans tous les domaines (ressources agricoles, matières premières, assurances, et maintenant les terres, etc.). Au passage les travailleurs et les pays du monde entier ont été mis en concurrence, avec les dégâts que l'on sait, et la planète en coupe réglée quel que fût son état écologique. Or, cette idée est fausse. D'habitude, quand les prix montent sur un marché de biens ou de services la demande baisse, ce qui réintroduit un équilibre de plus bas niveau. C'est la thèse des avantages de la « concurrence libre et non faussée ». Mais en matière financière il n'en est rien: les spéculateurs continuent d'acheter dans l'espoir d'une hausse ininterrompue des cours et même pour les faire monter, ce qui crée une bulle spéculative (immobilière, des actions en bourse). Ils savent qu'il y aura un krach, mais ils estiment qu'ils sont plus malins que les autres et qu'ils se retireront juste à temps (ce qu'a sans doute fait Goldman-Sachs, bien initiée... et qui a sorti ses marrons du feu de la crise au bon moment). Et, comme les moutons de Panurge, tout le monde procède de même... Car « l'exubérance irrationnelle des marchés » est fondée sur une psychologie: individualisme, égoïsme, avidité, rapacité, celle-là même qu'a développé le néolibéralisme sur la base des âneries du libéralisme. M. Adam Smith ne voyait-il pas dans l'imitation des gens qui ont réussi le ressort de la sympathie envers eux? Cette psyché est uniforme et propagée par les médias, les « think

tanks », les universités, les organes internationaux. C'est pourquoi, dans le domaine des attitudes, de la rationalité, de la pensée économique le libéralisme est un totalitarisme qui s'ignore.

C'est pourquoi, dans le domaine des attitudes, de la rationalité de la pensée économique, le libéralisme est un totalitarisme qui s'ignore.

Les traders n'existeraient pas sans salles des marchés dans les banques; ces salles ne seraient pas là si tout n'était pas devenu matière à spéculation, si les effets de levier et de démultiplication du crédit n'avaient pas été surexploités, si l'on avait tenu solidement en mains les rênes de la phynance au lieu de les laisser dans les pattes du père Ubu, etc. Donc pour empêcher les exactions de la phynance et ses conséquences de multiplication des petits pains (de TNT, car la phynance est chrétienne et renouvelle les miracles du Jésus ou saucisson de Lyon), il faudrait, par exemple afin d'éliminer le plus gros des nuisances financières:

– Contrôler et taxer sévèrement les mouvements spéculatifs de capitaux, supprimer tous les paradis fiscaux, dont les plus redoutables sont camouflés en Grande-Bretagne et aux USA ou dans leurs « filiales » territoriales, obliger les capitaux à rester au moins dix ans dans les pays où ils ont été investis,

– Créer une monnaie internationale, partiellement fondée sur les matières premières, les productions agricoles, les encours industriels, sur des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) fondés sur un panel de monnaies nationales ou régionales; cette monnaie de réserve, d'aide et de coopération est administrée par un FMI-BM-BRI fusionné et enfin cogérée à droits égaux par tous les pays, en éliminant totalement la prépondérance des USA et de l'UE, en enlevant au dollar, comme à l'euro, leur caractère de monnaie mondiale; cette idée est vieille: elle remonte à Proudhon et surtout à Keynes (le bancor). Chaque pays y déposerait des réserves obligatoires proportionnelles au poids de son PIB.

– Interdire les titrisations (CDO, ABS), interdire les achats et ventes à terme et à découvert dans tous les domaines, interdire les marchés non organisés où ces choses se passent sans contrôle, encadrer sévèrement les CDS (sorte d'assurances pour les spéculations) et tous les produits dérivés; obliger les banques à n'avoir qu'un seul bilan (au lieu de l'actuel hors-bilan possible dans lequel nichent toutes les spéculations hasardeuses et les défausses de risque reportés sur le travail et la petite épargne). Augmenter drastiquement (30 % au lieu de 8 à 10 %, dont 2 % en réserve obligatoire déposée à la banque centrale) les réserves des banques (taux d'actifs propres - fonds propres et avoirs – par rapport aux encours de crédit) afin de limiter l'effet de levier par l'emprunt (comme dans les LBO) et le crédit illimité. Revenir à la séparation totale entre banques de dépôts et banques d'affaires, annulée par Bush II aux USA et détournée en France via les filiales spéculatives des banques de dépôt, lesquelles du reste ont dû payer les frasques des premières (Crédit agricole et Caisse nationale d'épargne, via les caisses régionales). Interdiction des cartes de crédit revolving et limitation des taux d'intérêt des cartes restantes et des prêts bancaires à un taux d'usure légal limité à 8 % pour aujourd'hui. En France le taux d'usure légal est actuellement de 21 %! et est imposé uniquement pour les prêts bancaires et non pour les boîtes de crédit revolving qui sont – devinez? – généralement des filiales des banques, pas étonnant leurs dirigeants viennent de la haute fonction publique et vice versa aux USA.

– Ramener les banques centrales dans le giron public; réautoriser celles-ci à prêter au gouvernement (avances de la banque de France interdites par Pompidur) à un niveau d'intérêt couvrant seulement l'inflation (annulé par Fiscard Destin); interdire aux États d'emprunter à l'étranger hormis pour les prêts du FMI-BM-BRI. Placement des emprunts nationaux, donc, auprès de l'épargne française. Enfin créer une Banque nationale de dépôt, mutualisée et socialisée, concurrente des banques privées et gérée en mains communes par les acteurs concernés (banque du Peuple de Proudhon); cette banque, fédérale en quelque sorte, notamment, reprend la banque postale, la caisse d'épargne, le crédit mutuel ou coopératif, la banque populaire, la caisse des dépôts et les fusionne dans un ensemble élargi et surtout changeant totalement de mode de gestion et d'objectifs.

– Revoir la fiscalité des revenus financiers en ramenant les dividendes et les plus-values (mobilières et immobilières) sur cessions de titres (ou d'immeubles) à l'IRPP, au taux normal atteint par le contribuable,

– Interdire les rachats d'entreprises par LBO, les rachats de leurs propres titres par les entreprises, les fusions et absorptions d'entreprises par seulement échanges de leurs titres (échange à limiter à 30 %) sans nouvel apport d'argent frais, les pratiques du hors bilan; légiférer sur les prix de transferts entre filiales (et avec la maison mère) des multinationales. Ramener la comptabilité aux choses réelles et aux amortissements comptables afférents en détruisant la nouvelle comptabilité internationale avec sa prise en compte de recettes futures, de « good will », d'éléments immatériels, de ressources espérées des brevets ou du logo ou de la marque... Interdire les stock-options... et les boni liés à la spéculation. Revenir aux salaires et supprimer toutes les formules d'intéressement et de plans d'épargne d'entreprise qui transforment les salariés en rentiers et surtout rendent les revenus aléatoires et individualisés, diminuent les ressources de la Sécurité sociale, suppriment les augmentations générales, reportent les risques sur lesdits salariés en financiarisant les rémunérations,

– Créer une agence de notation mondiale, rattachée au FMI-BM-BRI; obliger les boîtes de conseil qui font en même temps l'audit et la certification des comptes des entreprises de choisir l'une ou l'autre activité afin d'éliminer les conflits d'intérêt,

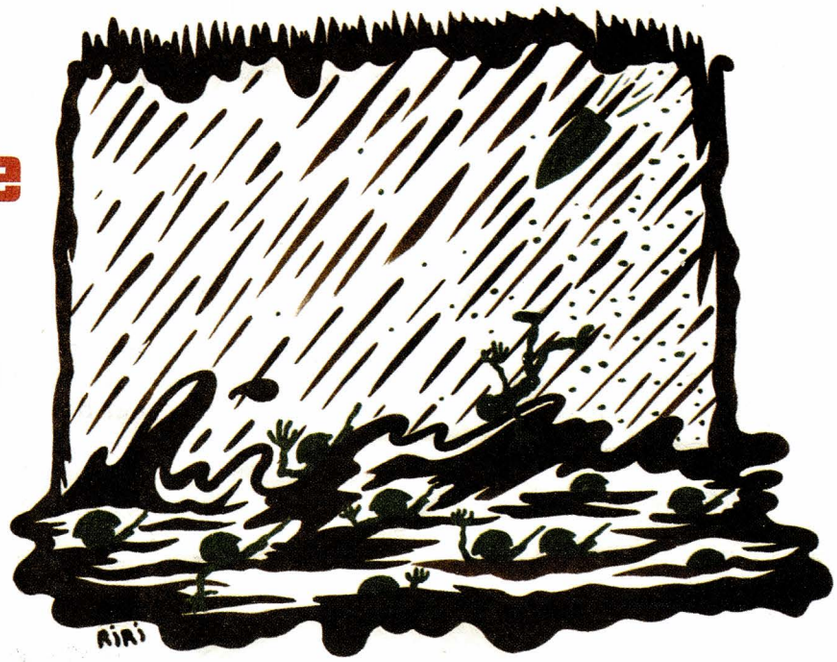
– Empêcher l'arrivée de nouvelles spéculations, notamment celles fondées sur les « droits à polluer » et autres taxes carbone, car elles incluent l'idée que, reposant sur des droits de propriété (en l'occurrence de parts de nature terrestre) dont les détenteurs-propriétaires doivent indemniser les autres pour leurs nuisances, la nature est privatisable et les dégâts calculables. Il n'en est rien car, par exemple, les droits des futurs habitants de la Terre ne sont pas pris en compte, ni les droits d'habitants éloignés d'une source de pollution.

– Éradiquer la course aux différentiels de législations (fiscale, environnementale, sociale, du travail, économique, subventions, interventions étatiques, droit des brevets, etc.) pour baisser les coûts de production et toutes les charges (qui conduisent aux délocalisations de production et d'achat en faussant la concurrence au profit des pays les moins-disant). Pour cela, créer une taxe compensatoire sur les importations, taxe reversée aux pays y compris les USA qui, mine de rien, sont des champions dans le dumping en tout genre (droit social anémique, pas de couverture sociale obligatoire, études payantes, subventions à l'industrie et à l'agriculture, syndicalisme poursuivi, droit environnemental étique, etc.) ou l'Allemagne championne des délocalisations dans les PECO et qui a créé une TVA « sociale » de 3 % alors qu'elle a démoli son droit social sous Schröder, et en fonction de leurs efforts d'harmonisation avec les législations les plus avancées,

Tout cela dit uniquement dans le domaine financier car il y a bien d'autres choses à faire dans les domaines économiques et sociaux pour en finir avec le libéralisme économique et le capitalisme d'accumulation sans frein. On voit déjà que les oukases de Tsarkowitch remplacent le salami par sa peau de saucisson, la variable principale par sa énième dérivée. On voit bien que l'agitation de Zébulon 1er a le même effet que la brise marine sur la surface de l'eau. C'est qu'il reçoit une onde impure en provenance de la finance, laquelle se confond avec le pouvoir politique d'État. Car les préconisations ci-dessus ne sont jamais qu'un retour à la vraie régulation, laquelle a été détricotée pendant trente ans par les politicards de tout poil au service du capital et du patronat. Avant d'enlever les boni des traders, il faut déjà faire disparaître tous les processus, structures et dispositifs de spéculation. C'est raté, Kasstwapovcon...

J. L.

Incompétence militaire



Même les anarchistes sont manipulables. La preuve, devant le titre alléchant, j'ai capitulé et je me suis procuré *On the psychology of military incompetence*, de Norman Dixon (Pimlico, 12,99 £). Quel bonheur! Car voici un officier britannique qui, une fois devenu universitaire, voulut savoir pourquoi les militaires sont des ânes.

On objectera: « Depuis quand analyse-t-on l'évidence? Qui n'est indigné par une profession qui affirme travailler à la protection de l'humanité par l'extermination des humains? » Peu de monde, hélas. Aussi faut-il se réjouir qu'un officier mette les bottes dans le plat.

Les anarchistes s'époumonent certes à soutenir que les institutions autoritaires – quelle institution est plus autoritaire que l'armée? – ont deux défauts irrémédiables: elles attirent les salauds, et, compétitives par nature, ne laissent parvenir à leur sommet que les pires des salauds. Ce que démontre Dixon. Avec fair-play, il n'étudie que les fiascos de son pays, renonçant aux vastes possibilités offertes par l'armée française, de Diên Biên Phu à la Ligne Maginot en passant par Toulon 1942. Le récit des erreurs anglaises occupe la première partie: ainsi la bataille de Passchendaele, en Flandre. En 1917, alors que trois ans de guerre de tranchée ont démontré que les préparations d'artillerie sur les tranchées adverses ne détruisent que l'effet de surprise, et servent surtout à creuser des cratères d'où il est impossible de déloger les mitrailleuses, Haig décide dix jours – 240 heures – de préparation d'artillerie! Quatre millions et demi d'obus (au coût de 22 millions de livres sterling de l'époque) transforment, la pluie constante aidant, le terrain en mer de boue. Pas au sens figuré, au sens littéral: des milliers de soldats anglais vont se noyer dans l'émulsion de boue et de pluie, transformée en une infinité, non de sables mouvants, mais de boues mouvantes. Les Allemands, qui attendent depuis dix jours, fauchent à la mitrailleuse les malheureux Tommies. 57 000 morts le premier jour. 325 000 au total. Pour huit kms d'avancée.

Dixon montre que les grands imbéciles guerriers se conforment à peu près tous au type de *La personnalité autoritaire* constatée par Adorno dans le livre du même nom. Cette personnalité dont la caractéristique fondamentale est la rigidité écrase la pensée flexible, indépendante, créative (!) indispensable à la conduite de la guerre, si constamment imprévisible.

En voici les neuf traits principaux:

– Conformisme: adhérence rigide aux valeurs petites-bourgeoises.

– Soumission autoritaire: obéissance aveugle envers les autorités morales, idéalisées, du groupe auquel on s'identifie.

– Agression autoritaire: propension à chercher, blâmer et attaquer qui rejette les valeurs conventionnelles

– Anti-intraception: aversion envers le subjectif, l'imaginatif, l'introspectif.

– Pensée superstitieuse et stéréotypée: croyance en des déterminants magiques du destin humain, et disposition à ne penser qu'en catégories rigides, inflexibles.

– Pouvoir et dureté: priorité donnée aux axes dominant/dominé, fort/faible, chef/subordonné, identification avec les figures dominantes, expression exagérée des attributs conformes et conventionnels du moi, expression exagérée de la force et de la résistance.

– Cynisme et goût de la destruction: hostilité généralisée, dégoût de tout ce qui est humain, attirance pour la destruction.

– Projection: projection à l'extérieur du moi des pulsions inconscientes inacceptables, dès lors attribuées à qui est vu comme contraire au groupe et à ses règles.

Puritanisme.

Une autre citation est non moins éclairante: une comparaison effectuée à l'université de Californie entre les étudiants élèves officiers de réserve et les étudiants objecteur de conscience a donné l'analyse suivante des futurs officiers: stricte discipline imposée par une figure paternelle pendant l'enfance, expression exagérée de la masculinité, usage élevé de l'alcool, sentiment d'impuissance à modifier les actions de leur pays, inquiétudes sexuelles, tendance à considérer l'indépendance comme une perte de contrôle, désir d'un environnement prévisible, égotisme, timidité envers les filles jointe à une tendance à se vanter des conquêtes sexuelles, peu d'intimité et de réussite émotionnelles envers l'autre sexe, tendance à ne voir les femmes qu'en tant qu'objets, goût des relations dominance/soumission, agressifs, impulsifs, irresponsables, non-intellectuels et avec une conscience morale peu développée; la malhonnêteté profonde de ce type de personnes est connue, même d'elles-mêmes. *Mein Kampf* compte ainsi des dizaines de pages où Hitler se vante de ses mensonges envers son propre électorat.

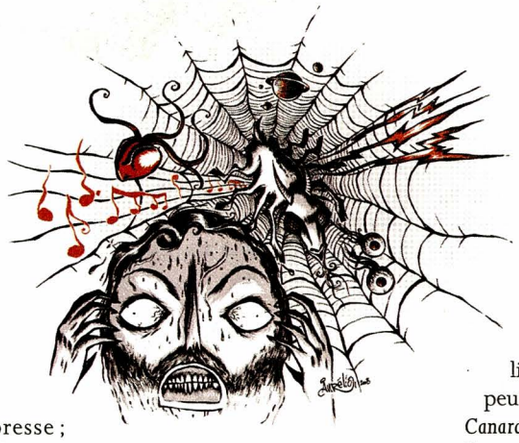
« Quand les talons claquent, j'entends les cerveaux se fermer » a dit un expert, le maréchal Lyautey*.

Nestor Potkine

*. Cité dans *Le Trésor des Méchancetés, anthologie d'humour à l'usage des anarchistes*. Ed. ACL.

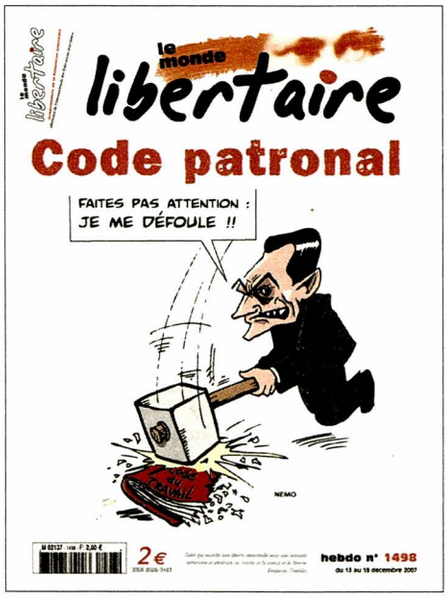
ExpLosition des « dessineux » du M

Depuis près d'un an, une bande de joyeux lurons s'exprime graphiquement dans les colonnes du *Monde libertaire.* Nous les rencontrons à l'occasion du vernissage d'une exposition des dessins qu'ils ont concoctés pour notre journal. Qui sont-ils, comment organisent-ils leur travail, quelles relations le collectif, que de fait ils constituent, entretient-il avec le comité de rédaction du *Monde libertaire*? C'est ce que nous avons tenté de cerner dans un entretien croisé.



Depuis quand le Monde libertaire existe-t-il, et y avait-il des dessinateurs avant qu'y apparaissent la bande de dessineux qui organisent l'expLosition qui nous réunit aujourd'hui?

ML: *Le Monde libertaire* en tant que tel existe depuis 1954. Des dessinateurs, il y en a eu un certain nombre parmi lesquels des gens illustres comme Reiser ou Wolinsky. Mais ce qui est très dur, c'est de fidéliser les dessinateurs tout comme fidéliser les plumes. En fait, l'expérience que nous vivons actuellement est assez exceptionnelle: chaque semaine, nous leur envoyons le sommaire, les articles disponibles, le type de une, et puis ça fonctionne, le collectif s'auto-organise pour fournir le plus gros de l'illustration du journal; et ce qu'ils nous offrent relève plus du graphisme artistique que du dessin de presse; c'est un graphisme de haute qualité.



Ce collectif existait-il auparavant?

Dessineux: Non; ses membres appartiennent à divers collectifs: les Fresquineurs, Humungus, le fanzine Kontagion. Némo, qui a été le premier à proposer des dessins au *Monde libertaire*, a impulsé la constitution de ce collectif qui grossit sans arrêt: dès qu'on rencontre un dessinateur, on lui propose de participer à *l'Aventure*, comme on dit.

Qu'est-ce que ça vous apporte de participer à cette aventure?

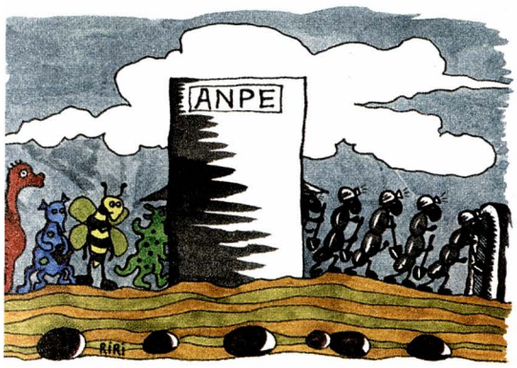
D.: Tout d'abord, ça se passe bien entre nous et avec le comité de rédaction, donc on a envie de continuer. Ensuite, cela permet, chaque semaine, d'avoir à réfléchir sur des trucs qu'on aurait pas pensé à illustrer; ça nous permet de devenir plus intelligents (rires) et de nous tenir au courant des trucs horribles qui se passent dans le monde. Il y a de très bons articles et cela nous fait plaisir de les illustrer. Et puis, l'avantage, c'est que ça nous oblige à dessiner vite puisqu'en fait, le mardi soir, on a les thèmes, on s'envoie des mails, on se dispatche le travail suivant l'intérêt de chacun pour tel ou tel article et ensuite on doit avoir tout fini le vendredi soir; ça nous oblige à être synthétique, à trouver vite l'idée et c'est très intéressant.

Par ailleurs, *le Monde libertaire* nous ouvre autant à des dessins de presse ou d'illustration qu'à des strips: certains, comme Gomé ou Krokaga, passent régulièrement de petites bandes dessinées. Cela peut même ouvrir des portes: Gomé, avec *Canarchy*, va peut-être être édité par des gens qui l'ont découvert dans *le Monde Libertaire*. Tardi nous a précédé sur cette voie. Et puis, ça nous fait plaisir d'être dans cette continuité comme dans celle de peintres plus célèbres qui, dans les années 1920 et autres, ont participé au mouvement anarchiste. Art et anarchie, ça va bien ensemble!

Vous présentez les contraintes matérielles comme positives, mais il doit bien y avoir des points négatifs?

D.: Évidemment, il y a des codes à respecter; pas de sexisme, par exemple, donc des meufs à poil, on n'a pas le droit. Mais ce qui est bien, c'est que personne ne nous impose rien, on peut faire ce qu'on veut, on est assez libres. Ce qui peut être un peu difficile, c'est de gérer les egos des dessinateurs. Il suffit que l'un de nous soit oublié, qu'un dessin se perde dans les limbes informatiques et d'un seul coup, c'est la vexation; il faut rattraper ça par des mails: « Non mais ce n'est pas grave, ton dessin passera la prochaine fois, il

onde libertaire

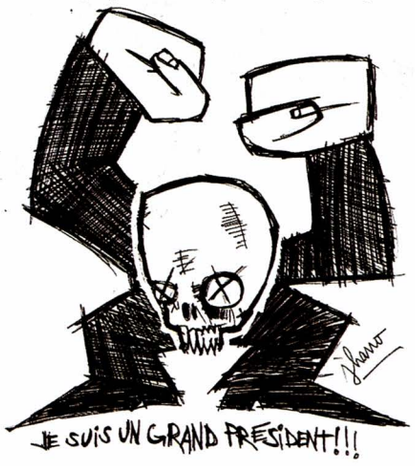


était bien ton dessin, ce n'est pas une censure de dernière minute, c'est vraiment pas de chance. »

M. L.: Ce ne sont pas seulement les limbes informatiques, c'est aussi le fonctionnement collectif d'un journal où, dans le comité de rédaction, on aime bien discuter et décider ensemble de l'adoption de tel ou tel dessin qui nous pose éventuellement un problème. Alors, effectivement, il n'y a pas d'enjeu de pouvoir, mais il n'est pas toujours facile de faire coïncider les attentes d'un canard militant, organe d'expression de la Fédération anarchiste, et celles d'une équipe d'artistes qui ont leurs propres dynamiques. Ce n'est pas facile, mais c'est aussi beaucoup de plaisir.

Et pour la une, comment ça marche?

D.: Le thème est donné par le comité de rédaction; des fois, c'est un peu vague, et il faut interpréter. Mais il y a aussi des thèmes généraux qui reviennent régulièrement – on sait très bien qui sont nos ennemis – et là on peut avoir des dessins déjà faits qui collent bien pour la une ou des articles sur la pollution, la répression, sur des tas de choses, des tas de sujet. D'un point de vue pratique, on se répartit la une gentiment, sans s'énerver. En général, on se laisse toujours un peu de temps, on ne se précipite pas. S'il y en a un qui est chaud pour la faire, il se manifeste; on demande toujours si ça ne dérange pas. Et s'il y en a un qui répond



qu'il avait une idée déjà bien avancée, on lui laisse. Il y a toujours de la place pour prendre la une; il y en a une chaque semaine, ça tourne.

C'est comme pour les articles, on ne va pas se battre; à la limite, si on était rémunérés, peut-être que ça engendrerait un mauvais climat, mais là non, travailler bénévolement permet aux gens de le faire en bonne amitié et en toute simplicité; et puis si des fois, on est pas disponible, on ne le fait pas et puis ce n'est pas grave.

Et le journal, comment vit-il cette explosion artistique?

M. L.: C'est une expérience exceptionnelle. Des fois, c'est un peu rugueux parce qu'à la rédaction on attend énormément avant le bouclage: qui c'est qui va faire, qui c'est qui fait pas? Et puis tiens, suspense, ça arrive. « Ah! la Une promise... elle nous plait pas! » Enfin bon, ça se renégocie, et c'est ça qui est intéressant entre un comité de rédaction et un dessinateur ou une dessinatrice qui a pris le temps de produire un truc qui demande énormément de travail personnel, et des fois ce n'est pas ce qu'on veut. Mais c'est parce qu'on a affaire à de vrais talents de graphistes qui ne sont pas forcément dans l'élan d'une presse; on a eu des discussions comme ça très souvent, et on renégocie, on recalibre et puis ça recause et heureusement, ça se passe dans un bon esprit et autour de quelques bières... Et c'est bien parce que se sont de vrais artistes que cela apporte tellement au journal!

Propos recueillis par Monique, individuelle des Yvelines

Tordre le cou aux idées dominantes

Il est paradoxal de constater à quel point l'idéologie dominante conditionne les cerveaux jusqu'à devenir une évidence qui coule de source.

Droit au travail? C'est ainsi qu'on entend les médias, les syndicalistes, les politiques et les travailleurs ressasser l'idée d'un « droit au travail » en cette période de crise. Ces trois mots sont à l'origine de grèves, de manifestations, de séquestrations et de luttes puisque le patronat – avec la complicité des politiques – entame ledit droit au travail en multipliant licenciements, plans dits sociaux, et fermetures d'usines. Ces luttes ne sont justifiées que dans la mesure où le système d'exploitation capitaliste oblige les travailleurs à vendre leurs forces de travail manuelle et intellectuelle pour tenter de survivre. Pourtant, le droit au travail rendu évident, la propagande bourgeoise voudrait nous la rendre incontournable.

Lutte des classes? Dans cette sacro-sainte société capitaliste une autre idée domine: la lutte des classes ferait partie d'une autre époque. Ces messieurs voudraient taire le fait que l'exploitation capitaliste de l'homme par l'homme n'a plus court et que les profits et les richesses accumulés par les milliardaires, les actionnaires, ne sont dus qu'à l'opération du Saint-esprit. Et pourtant, si les patrons sont si riches c'est bien parce que le droit au travail réclamé par tous existe et que les travailleurs sont contraints de vendre leurs forces de travail pour vivre.

Aussi, lutter pour réclamer le droit au travail, c'est faire le jeu des exploiteurs et de leurs commanditaires. C'est surtout se condamner à toujours rester les aliénés salariés du patronat et à être gouvernés par des partis politiques valets de ce même patronat. Cette situation n'est pas irréversible et il est possible de changer le cours de l'Histoire. Pour cela, il faut que les travailleurs prennent conscience de leur nombre et de leur force, et réalisent qu'ils ont ainsi la capacité à s'émanciper.

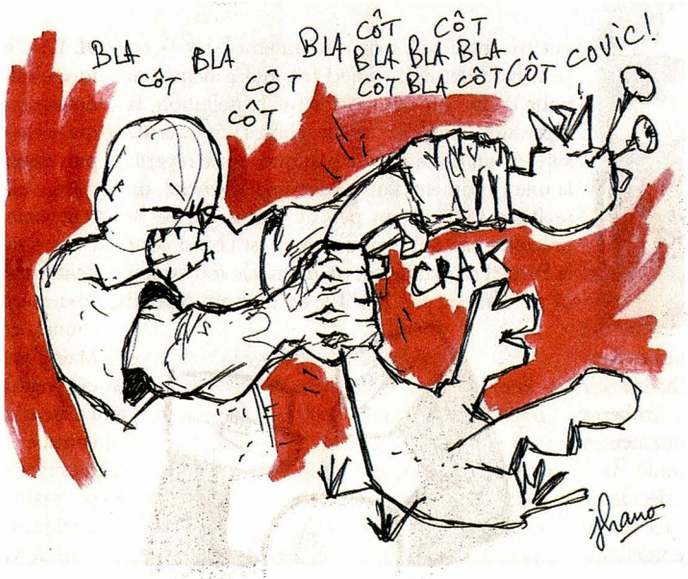
La plupart d'entre eux n'en peut plus, souffre, et en a ras-le-bol. Comme le dit mon voisin, « Il faut la révolution et la vraie » mais il s'empresse d'ajouter, « Il n'y a plus de penseurs. »

Cette autre idée dominante consiste à faire croire aux masses qu'elles ont besoin de guides, et qu'elles doivent déléguer leurs pouvoirs à « des plus intelligents qui connaissent les affaires et la politique ». Cette idée est tellement répandue et intégrée que les exploités en arrivent inconsciemment à accepter le fait qu'ils sont abrutis et incapables de penser. Et c'est tout naturellement qu'ils s'en remettent aux leaders politiques qui, eux, pour mieux assoire leur légitimité, les invitent à les désigner à l'occasion des élections, ces grandes messes de la démocratie.

Droit au travail, lutte de classes, révolution, sont des concepts que le pouvoir s'emploie à canaliser et surtout à vider de leur contenu.

Le but de l'idéologie dominante est de détourner le sens exact de ces concepts, soit en les déclarant obsolètes pour certains (lutte de classes et révolution), soit en les déclarants indispensables pour d'autres (droit au travail et penseurs) pour servir les intérêts des bourgeois en fonction des évènements politiques et économiques.

Cette propagande pénètre insidieusement dans les cerveaux jusqu'à les contaminer et à provoquer des maladies contagieuses qui se propagent comme la vérole sur le bas clergé grâce aux médias serviles. Elle cherche à annihiler tout sens critique et surtout à détruire l'idée de révolte.



Cette propagande trouve aussi des relais complaisants et intéressés chez certains syndicalistes qui par leur collaboration ne soutiennent que du bout des lèvres les luttes sociales et s'emploient à les faire avorter pour qu'elles ne débouchent pas sur des grèves générales. Ils cassent ainsi au mieux, les mobilisations sociales en niant tout mouvement révolutionnaire, et piétinent d'avantage la lutte des classes.

C'est également le pouvoir incarné par Petit-Corps-Malade qui nous serine que le droit au travail, c'est aussi « travailler plus pour gagner plus! ». Et surtout que la révolution, cette nécessécité de changer les bases de la société, n'est pas indispensable.

Il s'agit pour les tenants du capital et leurs sicaires de continuer à s'approprier les richesses produites et à contrôler le fonctionnement de la société.

Et pourtant, la place qu'occupent les travailleurs et les travailleuses dans le système de production est indispensable. Elle est partie intégrante du système capitaliste. Sans ces millions d'esclaves aliénés au grand capital, il n'y a pas de production de richesses, pas de profits ni de fastueux bénéfices.

C'est la preuve, s'il était encore besoin de le démontrer, que les richesses créées sont l'œuvre des travailleurs, qu'elles leur appartiennent et que ceux qui les subtilise indûment sont des voleurs.

C'est la preuve que la place des producteurs est incontournable au fonctionnement économique.

C'est la preuve que tout ce qui se crée, s'échange, se fabrique, appartient à tous, à la collectivité car chacun apporte à l'élaboration des produits son savoir et ses capacités manuelles, physiques et intellectuelles. En conséquence, chacun doit pouvoir jouir des richesses créées sans contraintes et qu'elles appartiennent à la collectivité au lieu d'être confisquées et accaparées par quelques parasites.

Pour nous réapproprier ce qui nous appartient de fait, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes. Il nous faudra réaliser la révolution, c'est-à-dire exproprier les exploiteurs et expulser les accapareurs.

Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrons enfin exercer notre droit de jouir pleinement, sans entrave, en choisissant nos besoins de richesses et nos efforts à les créer.

Il nous faut mettre fin à tous les autoritarismes afin de pouvoir disposer de nos vies, sans crainte de la répression et sans peur du lendemain.

Nous supprimerons le Parlement et les députés qui votent les lois scélérates. Nous expulserons de leurs palais et de leurs forteresses les tyrans qui nous gouvernent. Nous mettrons fin à l'activité de la police, de la justice, de l'armée et de l'administration, bras armés de l'injustice du système capitaliste. Nous détruirons les banques et tout le système financier. Donnons-nous les moyens de réussir une révolution sociale véritable !

Justhom

La santé autogérée

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste

C'est à Barquisimeto, État de Lara, dans la partie centre-ouest du Vénézuela, que fut inauguré le 2 mars de cette année le CICS, Centre intégral coopératif de santé, au cœur des quartiers populaires situés à l'ouest de cette ville d'un million d'habitants. Haut de trois étages, le plus important établissement hospitalier dans cette partie de la ville est porteur d'une vision holistique du bien-être et de la santé des personnes. L'initiative s'inscrit dans un secteur coopératiste dynamique, la Centrale coopérative des services sociaux de Lara, ou Cecocesola.

Une histoire

En 1967, Cecocesola a été créée par dix coopératives qui s'associèrent. Sa naissance était motivée par le souhait de proposer des services funéraires aux adhérents coopérateurs. Très vite, deux conceptions divisèrent les adhérents quant à l'usage de l'outil coopératif: celle visant à n'élargir l'offre des avantages qu'aux adhérents, et l'autre – plus globale – avec l'objectif de transformer les réalités sociales et économiques des populations. Son développement se heurta parfois aux intérêts privés ou publics au cours de conflits tels que celui de 1980 dans le secteur des transports en commun, par exemple [1].

Tirant les leçons de ces expériences et ne baissant pas les bras, les militants coopérateurs créèrent alors des marchés alimentaires dans une ville qui en manquait. Ce sont les membres des organisations membres de Cecosesola qui en assumaient l'organisation concrète et la tenue.

Aujourd'hui, Cecocesola est forte de 20 000 associés-adhérents répartis dans une soixantaine d'organisations. Des besoins très divers sont ainsi couverts: services funéraires, marchés alimentaires (qui desservent 250 000 habitants de la ville de Barquisimeto), transports en commun, écoles, productions agricole et agro-industrielle, santé, fonds d'entraide, ventes d'articles alimentaires et pour la maison...

Leur vécu sert à construire

Cette réussite, après quarante années de tâtonnements, s'appuie sur des pratiques et aussi sur la réflexion de ces coopérateurs de l'État de Lara. Deux de leurs textes notamment permettent de comprendre comment les pratiques inspirent une philosophie et donnent un cadre à l'avenir: « Rechercher une convivialité harmonique » (2003) et « Construire ici et maintenant le monde que nous voulons » (2007). Cecosesola considère le chemin de la transformation sociale comme un chemin qui passe obligatoirement par l'évolution culturelle des gens. Les « changements révolutionnaires » intervenus jusqu'ici se sont limités à changer le nom des institutions et à susbtituer des bureaucraties par d'autres bureaucraties. Pour la centrale de Barquisimeto, une culture se manifeste à travers l'interrelation entre trois préoccupations: le fait organisationnel (comment nous nous regroupons), le fait économique (comment et pourquoi nous produisons) et la connaissance (comment nous concevons l'existence). Cette culture, adaptée aux réalités vénézueliennes, est une réponse au courant culturel dominant qui s'exprime notamment à travers le profit individualiste, la complicité parasitaire, et l'égalitarisme, mécanisme homogénéisant qui pénalise les initiatives personnelles ou groupées. Au plan de l'organisation, Cecosesola associe étroitement trois critères qui sont:

– La discipline collective, qui s'exprime notamment à travers des réunions accessibles à tous les adhérents, à l'ordre du jour ouvert, et avec des prises de décision au consensus. Il n'existe pas de quorum, les décisions se prenant avec les personnes présentes, et en encourageant par ailleurs la tenue de réunions sur les lieux de travail.

– La responsabilité partagée: participer et se responsabiliser sont les deux faces d'une même médaille. Il s'agit là de rendre possible l'initiative personnelle et en groupe en facilitant la transformation individuelle et collective au moyen de rapports de confiance et d'iden-

tité qui doivent émerger dans une organisation ouverte et non hiérarchique.

– L'attitude multifonctionnelle, où il n'existe pas de charges et de postes mais des devoirs à accomplir. Entre tous, le travail est assumé de façon tournante, permettant pratiquement de gagner une vision globale de l'organisation coopérative. Il n'y a ni organigramme ni manuel d'utilisation, mais une transmission verbale.

Pourtant, Cecosesola ne se revendique pas d'une organisation de type horizontal, pour ne pas finir dans la même rigidité qu'une organisation verticale. La flexibilité, l'adaptation, tout en démontant les structures de pouvoir, sont les qualités qui donnent à Cecosesola un cadre d'évolution. Née bien avant les plans d'encouragements du secteur des coopératives par le gouvernement Chàvez, des animateurs de la centrale coopérative du Lara affirment ne pas être antichavistes en ne sollicitant pas les aides gouvernementales. Il s'agit de continuer une démarche entamée quarante années plus tôt, en renforçant le processus déjà réalisé et en trouvant eux-mêmes les ressources qui peuvent manquer, sans être dépendants d'autrui. « Ce qui nous importe, c'est faire les choses par nous-mêmes », affirment-ils.

Se consacrer à l'humain

Le correspondant du journal *El Libertario* de Caracas, présent à l'inauguration du centre hospitalier financé intégralement par la coopérative Cecosesola, commente: « Le Centre intégral coopératif de santé bénéficiera tant aux associés du mouvement coopératif qu'à la communauté de l'ouest de la ville de Barquisimeto avec des tarifs solidaires. L'initiative ne surgit pas de nulle part. Là, Cecosesola compte avec l'expérience de la gestion de six centres de santé communautaires, dont les chiffres parlent d'une fréquentation de 150000 patients par an. »

« Le CICS n'est ni un hopital, ni une clinique privée. Dans ces lieux, on soigne les maladies, mais on n'assure pas la santé. Il s'agit donc d'un endroit qui comportera un lieu pour les assemblées, mais consacré aussi à l'acupuncture, aux massages, à l'hydrothérapie, à la médecine chinoise... Ce bâtiment a pour objectif de se consacrer à l'aspect humain de la médecine. La chirurgie et l'hospitalisation apporteront un équilibre à l'ensemble; les médecines traditionnelles ou l'éducation à l'exercice physique peuvent aider mais pas suffire », conclut un des animateurs des coopératives de la ville [2]. D.

1. Suite à une forte augmentation du prix du transport en autobus, Cecosesola créa en 1976 un Service coopératif de transport, sans but lucratif et propriété des travailleurs. En 1980, l'administration la liquida alors qu'elle utilisait jusqu'à 90 autobus.

2. Cet article a été écrit grâce aux contributions parues dans le journal *El Libertario* (n°s 54 et 56) de nos camarades de Caracas.

nodo50.org/ellibertario/

Anarchistes du Pérou

derrière le rideau tendu sur Bagua

Ils s'efforcent de nous faire vivre une comédie. Le pouvoir oppresseur (Capital, État) n'utilise pas seulement la violence physique pour nous contrôler, il crée aussi une cage invisible qu'il appelle « Normalité », il cherche à se rendre maître des pensées et des passions des dominés en les empêchant de percevoir toute possibilité de leur propre libération. Qui désobéit sera sanctionné socialement en tant que rêveur ou élément subversif. Les moyens de communication sont aussi des armes, dispensant des rideaux de fumée pour détourner notre attention et nous faire oublier les injustices quotidiennes. La presse maquille les faits, les transforme en marchandises, banalise la mort. Pour cela, pendant que des gens étaient assassinés à Bagua, le système nous agressa avec ses boniments en première page, la remplissant d'exaltations pour de nouvelles gloires sportives, de titres pleins de ferveur patriotique, et enfin, du rouge du drapeau péruvien se superposant au rouge du sang des assassinés lors du conflit encore non résolu en Amazonie.

Il reste des centaines de disparus, des dizaines d'emprisonnés – une réalité que le régime prétend cacher – des familles inconsolables, des communautés dispersées, car face à l'agression policière beaucoup de ceux qui ont fui ne sont pas encore revenus. Les arrestations arbitraires sont chose commune. Ils tentent de provoquer la démoralisation des gens pour en finir avec des années de lutte et d'organisation, mais, malgré la répression, les peuples amazoniens continuent à vouloir lutter.

Non, nous ne défendons pas la souveraineté nationale, si cela veut dire la propriété de l'État et la domination de sa bourgeoisie locale. Nous sommes partisans de la gestion directe des communautés, de leur capacité autogestionnaire. Nous nous opposons au développement aveugle et à l'industrie déprédatrice, c'est le moment de projeter des formes radicalement différentes de vie en commun, sans exploitation ni de l'être humain, ni de la Nature. Nous nous attaquons à l'entreprise transnationale non parce qu'elle est étrangère, mais parce qu'elle est exploiteuse, capitaliste. Le conflit amazonien n'a pas été provoqué par des chavistes ou autres supposés agitateurs, ce sont là des mensonges du gouvernement qui veut trouver des faux coupables et nier la capacité des communautés à agir par elles-mêmes. Nous défendons l'autonomie des peuples et nous souhaitons des espaces libérés de la contamination capitaliste, non seulement au Pérou mais dans le monde entier. Ce conflit n'est pas une guerre d' « États impérialistes » contre leurs nouvelles colonies, le Capital utilise n'importe quel drapeau (l'ennemi s'habille aussi de rouge et blanc) et c'est pour cela que nous comprenons que, pour nous libérer, il est inutile de parler de « patrie ».

Il ne s'agit pas d'entretenir des espaces pour le tourisme ou d'une nostalgie ridicule du « bon sauvage »; les communautés indigènes possèdent leurs propres conflits. Nous ne les idéalisons pas, simplement nous sommes solidaires contre l'ennemi commun. Le pouvoir oppresseur a attaqué sans hésiter, a tué, continue de tuer et s'efforce d'attirer notre regard ailleurs pour continuer en toute impunité. Cette lutte est celle de tous, et si aujourd'hui les « disparus » sont les indigènes amazoniens, demain ce pourrait être n'importe qui, car l'État et le Capital sont le monde où rien ne change, où l'homogénéité répressive nous rejette si nous avons l'audace de la questionner. Pour ce monde, nous existons seulement comme objets et marchandises, nous sommes jetables.

Nous luttons, nous opposons à cette normalité homogénéisante notre diversité critique, nous sommes la négation de cette comédie. Comme disent les zapatistes: « Si nous n'avons pas notre place dans ce monde, alors c'est un autre monde qu'il faut réaliser. »

Anarchistes de Lima

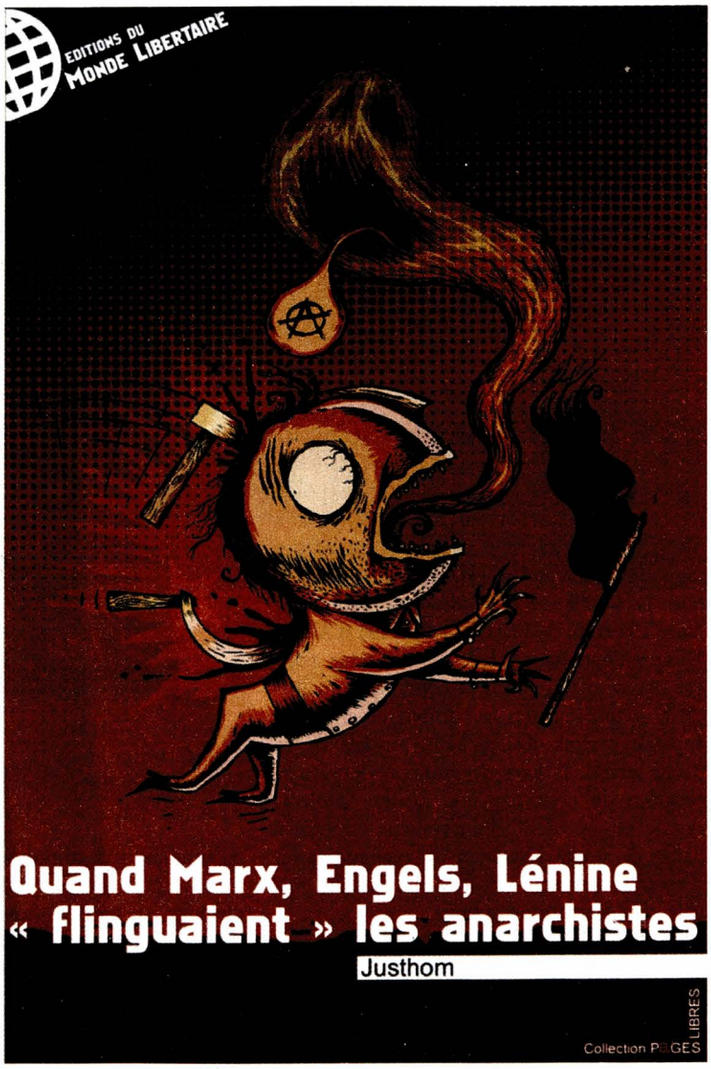
15 août 2009

Traduction par l'équipe des Relations internationales de la Fédération anarchiste.

federation-anarchiste.org

iaf-ifa.org

Le rouge contre le noir



Il a mis des guillemets à « flinguaient ». Guy Q. (dit Justhom) aurait peut-être pu s'en passer vu que Vladimir Ilich Oulianov, autrement dit Lénine, le verbe fusiller, il savait le conjuguer et à tous les temps encore, quoiqu'il ait eu une préférence marquée pour l'impératif présent! Ainsi flinguer, ce n'est pas au sens figuré qu'il faut le prendre avec le tsar rouge mais bien au sens premier! Cependant la vérité historique (les grands mots, ça fait bien dans le tableau) nous oblige à reconnaître que Marx et Engels n'ont pas de sang sur les mains. Ce n'était peut-être pas l'envie qui leur manquait mais on ne va pas réécrire l'Histoire pour se donner raison. On peut toujours dire que, contrairement au satrape rouge, ils n'ont pas eu l'occasion d'exercer le pouvoir à leur façon, les faits sont là. On estimera, à juste titre, qu'ils ont une responsabilité morale puisque leurs théories et pratiques déjà dénoncées de leur vivant comme lourdes de dangers ont engendré les Staline, Mao, Pol-Pot et autres assassins de masse, il n'empêche que... Va donc pour les guillemets, même si c'est tentant de les enlever!

Pour autant, le mot flinguer ne nous gêne pas parce que c'est bien de cela dont il est question: feu sur les anarchistes! Tel était l'un de leurs mots d'ordre préférés! Et c'est le but de cette brochure que d'en causer. Elle n'a pas la prétention d'être exhaustive et de faire le tour complet du sujet. Simplement, derrière le coup de gueule, car c'en est aussi un, il s'agit de montrer que cette querelle (et le mot n'est pas assez fort vu son importance et les conséquences sur le mouvement ouvrier) entre les marxistes et les anarchistes (pour simplifier) ne s'est pas déroulée à la loyale, idées contre idées, arguments contre arguments. Le camp marxiste s'est livré à un pilonnage intensif à l'artillerie lourde de mensonges, calomnies, insultes, etc., contre les antiautoritaires, préfigurant déjà la phraséologie stalinienne, et ce, sans oublier les manœuvres malhonnêtes et autres coups fourrés. Mais c'est essentiellement sur l'argumentaire marxiste que cet opuscule s'attarde.

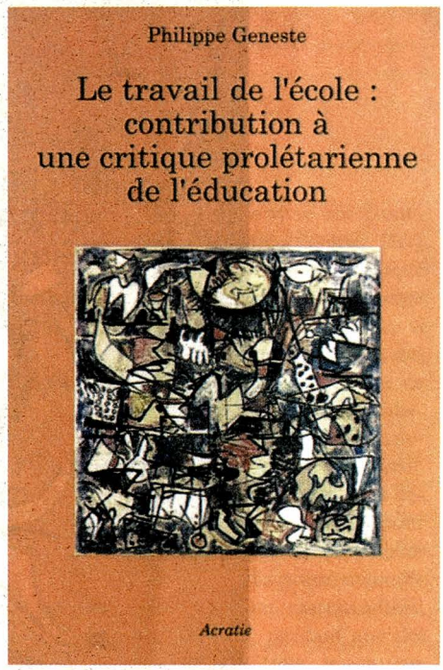
C'est d'ailleurs d'une certaine façon une curiosité: pour l'édification du lecteur, l'auteur a choisi de reproduire *in extenso* de longs passages des écrits de Marx, Engels et Lénine. Du coup, voilà une brochure anarchiste qui fait la part belle à la phraséologie marxiste! Il y a dedans autant, si ce n'est plus, de contenu marxien que de contenu libertaire! Marxisme libertaire, le retour? Que nenni! C'est tout simplement la construction choisie qui veut ça... Et les susdits passages n'honorent pas spécialement leurs auteurs!

Pour terminer, un petit mot sur l'auteur (et collecteur): avant d'être membre du groupe de Rouen de la Fédération anarchiste, il a longtemps été un militant actif du PCF (il a même fait la haute école du Parti) et par conséquent, pour ce qui est du marxisme, il sait de quoi il cause! Par contre, il ne prétend pas être devenu un grand théoricien ou historien de l'anarchisme. C'est donc en toute modestie qu'il apporte sa contribution à « la cause » par cet ouvrage, qui se veut un simple outil de plus pour la formation (et l'édification, au sens noble du terme) des militants anarchistes et des autres. À l'heure où règne la confusion des idées (qui, hélas, selon un air par trop connu, se vaudraient toutes), et où un certain facteur veut fonder un parti à la fois guevariste et libertaire (*sic*), ce n'est pas du luxe!

Eric Gava
groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Quand Marx, Engels, Lénine flinguaient les anarchistes, Éditions du *Monde libertaire*. 100 pages, 6 euros. En vente à la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, Paris XIe; peut être commandé sur le site des éditions: editions.federation-anarchiste.org/

Une rentrée prolétarienne



Le titre de l'ouvrage de Philippe Geneste, *Le Travail de l'école : contribution à une critique prolétarienne de l'éducation* [1], à première lecture, pourrait étonner mais l'auteur n'appartient pas à un groupe de maoïstes décadents et attardés mais s'inscrit dans la grande tradition de la lutte prolétarienne et syndicaliste révolutionnaire à la suite de Marcel Martinet et d'Albert Thierry. Cependant, à la lecture du texte, malgré ma sympathie pour ce courant, le qualificatif « prolétarien », souvent employé, apparaît parfois désuet. Mais, au-delà de ce détail lexical, le livre de Philippe Geneste se propose de conduire une analyse prolétarienne et approfondie du système éducatif à l'aide de textes législatifs ou règlementaires récents concernant à la fois la formation initiale et la formation continue.

Après avoir rappelé aux oublieux que « la question éducative appartient à la question sociale », l'auteur démontre qu'après l'échec des mouvements sociaux de 2003 et la grande grève enseignante tous les textes récents, que ce soit la loi Fillon de 2005 ou la loi sur la formation professionnelle tout au long de la vie votée en 2004, convergent dans le même sens, à savoir dans l'intérêt du patronat [2]. En effet, tout tend à développer tant chez les élèves que chez les adultes le fameux « esprit d'entreprise », ou en d'autres termes de nous faire accepter l'aliénation et la domination du capital sur le travail en préparant une main d'œvre à la fois docile mais surtout hautement qualifiée et si possible peu payée.

Pour aider à sa démonstration, l'auteur s'appuie aussi sur des travaux plus ou moins récents de la sociologie et de la psychologie. Ainsi convoque-t-il classiquement le concept de reproduction et la notion de darwinisme social. Ce qui apparaît plus convaincant dans son analyse, qui, avec force arguments, montre que ce mouvement touchant l'éducation remet au goût du jour et des intérêts du capital une vieille lune, en particulier celle de l'innéité de l'intelligence et des aptitudes. Vieille théorie éculée et au demeurant fausse, mais qu'importe aux imposteurs, il s'agit simplement de faire accepter volontairement les hiérarchies et les classements sociaux et de légitimer ainsi l'exploitation des uns et l'exclusion des autres au nom de la méritocratie. En bref, de renouveler le processus de soumission volontaire. Si la démonstration de Philippe Geneste est très convaincante quant à la dimension maréchaliste de certains textes concernant l'enseignement initial professionnel, si sa critique de la compétence – et sa dimension comportementaliste – qui vise bien à tuer le système des qualifications, est juste et si sa lecture de la loi sur la formation professionnelle s'avèrent pertinentes, son interprétation de la loi de 2002 sur la validation des acquis de l'expérience (VAE) demanderait a être débattue. Notons toutefois que l'auteur, même s'il critique cette loi, certes imparfaite, convient qu'avant même la loi le prolétariat depuis longtemps avait bien conscience que sa besogne était apprenante. Un autre point qui mériterait aussi discussion, c'est celui de l'intérêt de la pédagogie de l'alternance qui articule théoriquement temps d'apprentissage et temps d'expérimentation en entreprise. Sur cette dernière, l'auteur est très critique car elle a permis dans certains cas d'organiser la relégation scolaire et l'exploitation des plus jeunes, ce qui est vrai. Mais, la césure entre le travail et l'école est-elle légitime ? Il serait bon en l'état de reprendre notre réflexion et de revisiter sur ce point quelques grands textes de Proudhon ou de l'AIT et de se remémorer les expériences « d'école-atelier » comme celle de la Ruche de Sébastien Faure.

Pour conclure, ce livre dénonce avec force, et c'est tant mieux, la logique de l'employabilité au détriment de la logique du savoir et du connaître pour s'émanciper.

On peut regretter toutefois, au-delà de la stigmatisation des grandes confédérations syndicales qui globalement avalisent le processus de professionnalisation de l'éducation, que les préconisations ne soient pas plus développées dans l'ouvrage et surtout que l'auteur ne précise pas plus avant une notion qui lui semble chère, celle « d'éducation polytechnique et polyvalente [3] ». Par ailleurs, Sans être dupe d'une quelconque idéalisation d'un service public qui ne résoudrait rien, Philippe Geneste, hormis l'évocation d'un vague contrôle syndical, n'avance que peu de propositions de lutte immédiate et sur ce point le lecteur restera sur sa fin. Mais il est vrai que, pour ce faire, il faudrait déjà reconstruire le syndicalisme, et là, les anarchistes ont, comme en 1895 [4], toute leur place.

Hugues

---

1. Éditions Acratie, La Bussières, 15 euros. En vente à la Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, Paris XIe.

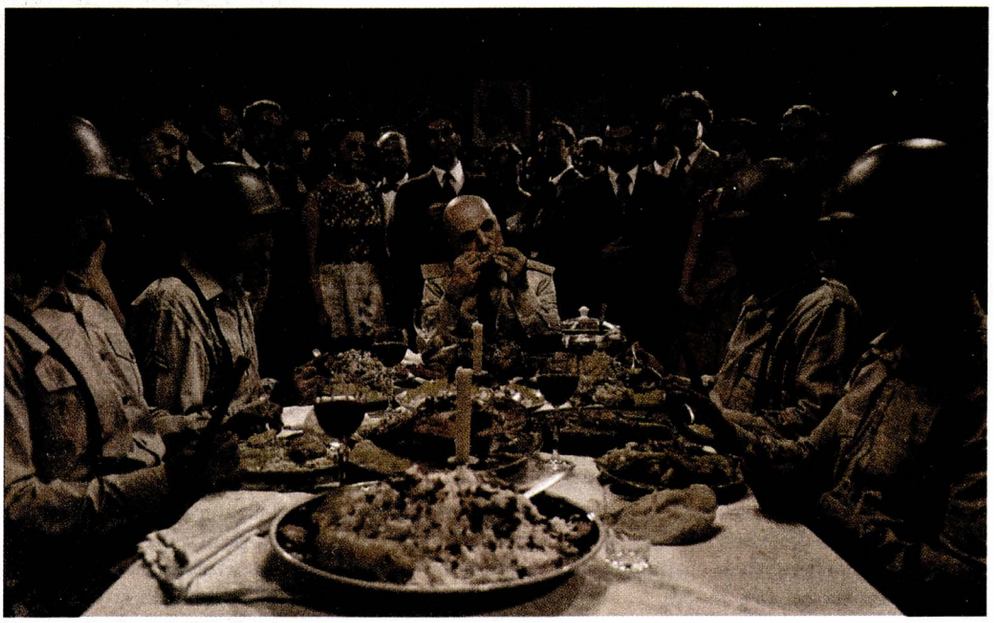
2. L'auteur souligne à juste titre que cette inféodation de l'éducation au professionnel est partagée par tous les gouvernements. Mélenchon, en 2001, alors chargé de l'enseignement professionnel dans le gouvernement Jospin, a lui aussi œuvré dans de sens.

3. Même si ces termes fleurent bon le fouriérisme et le proudhonisme, ils mériteraient d'être repensés à l'aune de nos connaissances et de nos projets contemporains.

4. Voir l'appel aux anarchistes lancé par Fernand Pelloutier dans *Les Temps nouveaux* du 2 novembre 1895.

La guerre au cinéma

Lion(s) ou tigres en papier ?



Women without men de Shirin Neshat.

Heike Hurst

66e Mostra d'Arte Cinematografica

Lebanon, film de l'Israélien Samuel Maoz, le Lion d'or de 2009, est un film contre la guerre. Soit. Mais à aucun moment nous n'oublions que ce sont des soldats de Tsahal bloqués dans leur char, qui perdent non seulement leur latin, mais aussi petit à petit la raison. Ils parlent hébreu, ils visent les « terroristes » palestiniens. On voit en gros plan l'œil d'un soldat qui pleure. Et aussi en gros plan un vieux Libanais qui ne baisse pas les yeux, alors que le canon du char est pointé sur lui. Un long moment, l'action du film nous fait croire que c'est un film, comme les autres films de guerre, qui décrit et illustre ce que font les soldats. C'est le contraire qui arrive : le film travaille dans l'acharnement. Acharnement pour restituer ce que les soldats éprouvent. Répétition des gestes quotidiens dans un espace confiné. Leurs échanges, disputes, peurs : haines et larmes confondues. Il leur arrive de ne pas exécuter les ordres donnés. De refuser d'abattre tout ce qui bouge, de tuer des êtres humains. Guerre du Liban de 1982 : un champ de tournesols, le char entre dans le champ et fauche tout sur son passage. Nous n'allons pas douter de la puissance de l'engin. Néanmoins, les quatre soldats bloqués à l'intérieur vont connaître la terreur. Car ils sont seuls au monde. Leur contact radio ne répond plus. Entourés d'ennemis réels et imaginaires, ils doivent survivre dans cet espace étroit où il faut tout faire, surtout ne pas mourir.

Je rêve d'un Festival de Cannes où la Palme d'or revienne à Elia Suleiman et son magnifique *Le temps qu'il reste*, car l'art c'est l'exception, et la culture la règle… et d'un Festival de Venise où le palmarès donnerait une vision plus ample des enjeux défendus par les films. Car après *Kippour* d'Amos Gitai, *Valse avec Bachir* d'Ari Folman, Z 32 d'Avi Mograbi la barre avait été mise très haut. *Lebanon* n'arrive pas à égaler l'impact de *Valse avec Bachir*. Pas seulement parce que *Valse*… réfléchit le massacre de « Sabra et Chatila », mais aussi parce que Folman avait trouvé les visions justes du traumatisme tel qu'il se dépose dans la mémoire individuelle. Son approche permet de revivre les faits, en les dépassant par une démarche analytique et non descriptive. Le dessin animé crée une distance en plus – qui fait passer le vécu par la grille de différentes mémoires : par là, il atteint le général, l'universel. *Lebanon* est un film violent, réaliste, hyperréaliste même. C'est du bon cinéma, mais, en fait, seulement « l'apocalypse now » d'un char israélien.

Desert Flower et *Schéhérazade*

D'autres violences étaient dénoncées : le Conseil de l'Europe se réunissait à Venise pour mettre fin aux violences faites aux femmes, qu'elles soient d'ordre privé ou public. Réunion où il aurait fallu convoquer les films de la Mostra comme preuve de vérité. En premier, peut-être, *Desert Flower* de Sherry Hormann, récit incroyable mais vrai d'une gamine excisée et infibulée à l'âge de trois ans, qui s'enfuit à neuf ans, traversant le désert pour échapper à un mariage forcé. Elle devient top model [1] et consacre sa vie à combattre pour changer le destin des autres femmes encore quotidiennement mutilées dans de nombreux pays. Sur un mode plus ironique et en s'appuyant sur les *Mille et une nuits*, Yousry Nasrallah (*La Porte du soleil*) consacre avec *Schéhérazade* un film à la femme égyptienne qui apparaît dans toute sa splendeur et sa diversité. Une animatrice télé change de cap et convoque des témoignages de femmes : « Montage en parallèle des contradictions inhérentes à la condition de la femme égyptienne qui existent aussi dans les sociétés occidentales soi-disant civilisées… Le voile, qu'il soit visible ou mental, cherche à cacher la femme, quand on l'enlève, la vérité éclate… » [2]. Ainsi le film de Yousry Nasrallah crie haut et fort que « le privé est le politique » et nous émeut profondément par la force de sa démonstration, ses plans-séquences qui font la part belle au cinéma.

Cinéastes iraniennes à l'avant-garde

L'iranienne exilée aux États-Unis, Shirin Neshat, photographe et vidéaste dont *Women Without Men* – Lion d'argent – est le premier long-métrage, ne dit rien d'autre. Réalisé à partir des écrits de Sharmush Parsipur, interdits en Iran, Shirin Neshat propose des visions symboliques fortes de plusieurs destins de femmes qu'elle réunit dans une demeure aux splendeurs orientales. Son récit se situe au moment du renversement du régime démocratique de Mossadegh, en 1953 par la CIA, qui portera le Chah au pouvoir. De la fille enfermée par son frère, militante de cœur, à la bourgeoise qui quitte son mari, de l'amie fidèle qui découvre la lâcheté des hommes à la prostituée qui s'échappe et trouve un moment d'apaisement dans ce lieu symbolique qui les accueille, nous partageons leurs cris de révolte jusqu'à ce que la clameur de la ville, les mili-

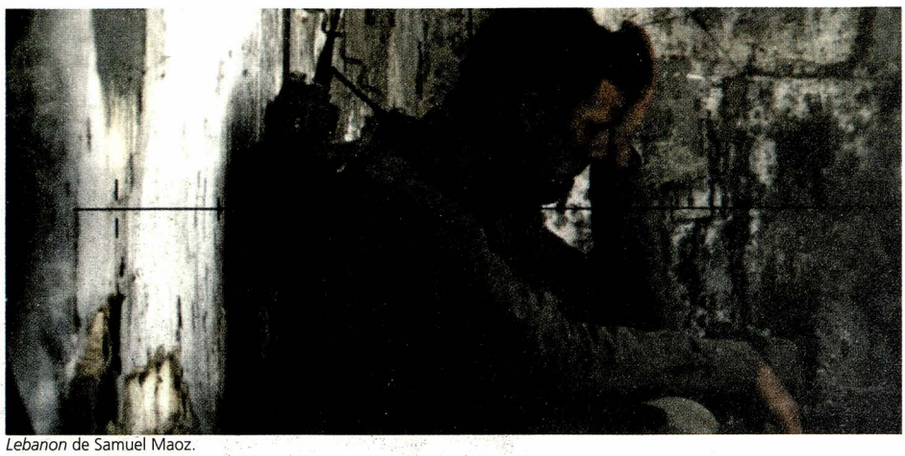
taires et le coup d'État mettent fin à ces espoirs incarnés ici par les femmes.

Hana Makhmalbaf, la plus petite de la grande famille de cinéastes du même nom, a tourné dans la rue à Téhéran avant les élections. Certes, ensuite, elle monte les images captées par les téléphones portables à défaut d'autres matériaux, mais elle les met en scène et les confronte au vécu d'un personnage inventé qui est mis pour toutes les joies éprouvées et toutes les souffrances éprouvées. Elle va répéter au théâtre et avec d'autres les événements traumatiques tout comme les éléments d'espoir de ces journées « vertes » : *Green Days* nous transmet le goût du direct.

L'Italie n'était pas en reste : Francesca Comencini réussissait dans *Lo spazio bianco* une galerie de portraits de femmes italiennes, de la professeur de cours du soir à la magistrate protégée par la police – elles fument une clope sur la même terrasse de la maison – à la découverte de liens forts et indestructibles qui se tissent dans une maternité entre les médecins et les mères célibataires ou non de petits prématurés. C'est drôle et touchant, ça parle d'amour, de la vie et aussi de chacun de nous.

Les peurs d'Amérique

Un film de fin du monde, *The Road* (avec Mortensen), un des films d'horreur dont le seul facteur commun est la peur du cannibalisme et la conviction que le « bon Américain » ne mangera jamais de ce pain-là. Une quasi-comédie sur la guerre d'Irak n'arrivait pas à renverser cette tendance qui donnait un aperçu assez consternant des angoisses américaines soi-disant ordinaires. Heureusement qu'il y avait Todd Solondz avec son *Life During Wartime* (La vie en temps de guerre) pour rectifier le tir. Il continue son entreprise caustique et peint après *Happiness* et toujours en couleurs fondamentales la destruction de la famille américaine qui ne se relèvera pas de la fin du mythe américain. (Prix du meilleur scénario).



Lebanon de Samuel Maoz.

Autre tendance qui apparaissait à travers ce film génial de Solondz : la nécessité nouvelle ou ancienne d'obtenir le pardon ou de pardonner. Ce thème de la quête du pardon aura dominé pas mal de films.

Seule exception et seul film laïc de la Mostra à ne jamais poser cette question de la faute, de la grâce et du pardon, non contaminé par le religieux mais interrogeant avec force les pratiques dites religieuses, était *Lourdes* de Jessica Hausner. Une miraculée, incarnée par Sylvie Testud, qui n'a même pas la foi et préfère Rome à Lourdes, « plus culturelle », est la première surprise quand elle pourra à nouveau bouger ses mains. C'est elle, qui n'a rien demandé et ne croit en rien, qui sera miraculeusement guérie. Mais les autres chuchotent dans son dos, pourquoi elle et pas un autre. Pour repérer Sylvie Testud avec sa chaise roulante parmi les vrais pèlerins, la cinéaste l'a coiffée d'un chapeau rouge.

Ce repérage lié à la couleur, à un fil conducteur manque à *Lola*, excellent film de Brillante Mendoza sur Manille et ses criminels. Lola, ce sont plutôt des cierges que la grand-mère courage allume en plein jour envers et contre tout : le vent, la pluie et le destin du petit peuple philippin. Brillante Mendoza raconte ainsi l'histoire édifiante de deux vieilles grands-mères dont l'une veut être pardonnée pour le meurtre commis par son petit-fils et l'autre obtenir réparation pour le sien, victime de la violence des rues de Manille. Un petit chef-d'œvre, digne d'un prix.

Comment alors comprendre que Fatih Akin, dont nous avions aimé *De l'autre côté* et *Head on*, soit distingué. *Soul Kitchen* raconte une tranche de vie d'amis et de frères autour d'un restaurant où le nouveau chef veut créer sa cuisine pour l'âme, travailler la beauté et le délire des sens. C'est parfois drôle, mais n'apporte rien d'un point de vue cinéma. Le film rappelle la trame de *Kebab Connection* (écrit par Fatih Akin, réalisé par Anno Saul), une drôlerie entre kung fu et cuisine turque. Ang Lee, président du jury, valorise, certes, la bonne cuisine dans ses films, serait-ce une explication pour cet engouement ? Ou le jury en avait-il assez des drames vus et voulait juste se détendre ? Pourtant il y avait Rivette, avec un film délicieux au titre panoramique donc cinématographique : *36 vues du Pic Saint Loup*, qui rendait heureux, rappelait qu'il existe un cinéma fait de poésie, de petits riens et de bons acteurs (sortie le 9 septembre 2009).

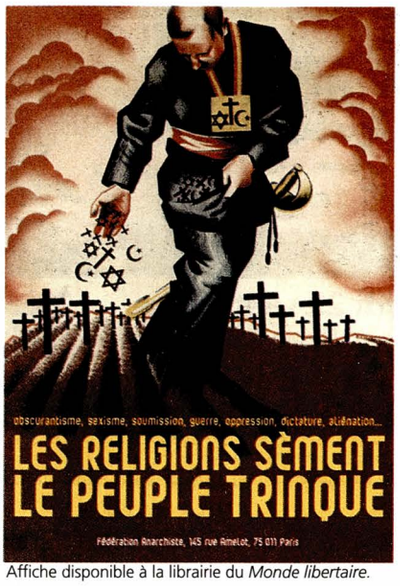
Mais le jury a oublié *Rivette* comme *White Material* de Claire Denis, un grand film sur le désir colonial et les enfants soldats et leurs envies de douceur – à qui elle dédie d'ailleurs le film. Elaboré avec l'écrivain Marie N'Diaye, le personnage central est incarné par Isabelle Huppert qui s'accroche désespérément à sa plantation de café et à son fils. Cette actrice exceptionnelle passe du Cambodge *Un barrage contre le Pacifique* à l'Afrique en pleine guerre civile. Ce film est une contribution majeure à la compréhension de l'aliénation coloniale.

H. H.

Lourdes de Jessica Hausner.

1. D'après le récit autobiographique de Waris Dirie, coproductrice du film.

2. *Schéhérazade* et *Desert Flower* ont été primés par le Prix Lina Manciacapre.



Affiche disponible à la librairie du *Monde libertaire*.

Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.

Offensive libertaire

Orné de variations graphiques sur le thème du A cerclé, le dernier numéro d'*Offensive* [1], trimestriel d'Offensive sociale et libertaire propose un dossier particulièrement intéressant intitulé « Construire l'anarchie ». De nombreux sujets sont abordés, de la gestion et la décision directes et collégiales à la possible pérennité du pouvoir, de la récupération des luttes aux visions oniriques et prométhéistes [2] de la révolution, de l'usage de la violence à la pertinence des groupes affinitaires, sans oublier l'inspiration suscitée par l'EZLN, l'immanquable question de la lutte des classes et l'éventuelle superficialité de la culture libertaire dans son hétérogénéité. Ajoutons que le dossier en question est agrémenté d'encarts synthétisant lectures et bonnes adresses. Si beaucoup autour de nous n'ont pas adhéré à tous les développements et conclusions touchant notamment aux modes d'action ou aux manières de voir l'individu, le pouvoir et la violence, ce dossier constitue par sa grande richesse à la fois une porte d'entrée essentielle, ouverte sur les questionnements profonds de l'anarchisme et un faisceau de pistes de réflexions que bien des organisations (y compris la Fédération anarchiste) devraient remettre au goût du jour lors de leurs débats internes. Les lecteurs du *Monde libertaire* avides d'arguments pointus ne devraient pas manquer de s'y frotter et de s'y piquer.

Raymond Labascule

1 *Offensive* numéro 23, septembre 2009, 5 euros.

2 Au sujet de cet adjectif étrange, voir l'excellent article « Le ciel nous préserve des optimistes » de Mona Chollet, dans le numéro 666 du *Monde diplomatique*, septembre 2009.

Radio libertaire

Jeudi 24 septembre

Jus de rue (08 h 30) La parole aux gens de la rue. Par Casquette.

Chronique hebdo (10 heures) Commentaire de l'actualité. Chronique Hebdo reçoit François Robin, de l'association Roudon, et Vania, pour les Journées Gaston Couté les 26 et 27 septembre à Meung-sur-Loire (45).

De rimes et de notes (12 heures) Christiane Courvoisier, pour son spectacle *Memorias rojas y Negras* au théâtre Clavel le mardi 29 septembre ; et Claude Frey (chant), pour son spectacle sur Dimey avec Dominique Patris (contrebasse).

Radio cartable (14 heures) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Petites annonces d'entraide (16 h 30).

Si vis pacem (18 heures) Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste.

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30) Émission d'Act Up Paris.

Vendredi 25 septembre

Petits matins pour le grand soir (08 h 30) L'émission des enfants du Père La Purge.

L'écho des cabines (11 heures) Émission sur les familles de détenus.

Koumbi (16 heures) Chroniques africaines.

Radio espéranto (17 h 30) Pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

La grenouille noire (21 heures) Émission écolo-libertaire consacrée à l'exploitation animale.

Ca booste sous les pavés (22 h 30) L'actualité politique du Pays basque.

Nuit Léo 38 (00 h 30) La night !

Samedi 26 septembre

Réveil Hip Hop (08 heures) Culture rap.

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures) Comme son nom ne l'indique pas...

Chronique syndicale (11 h 30) Luttes et actualités sociales.

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres.

Deux sous de scène (15 h 30) Magazine de la chanson vivante.

Salon du Livre Anarchiste (17 h 30) 5e édition En direct de Merlieux, dans l'Aisne, de 17 h 30 à 5 heures du matin.

La nuit des mots (23 h 30) La liberté d'écrire, la liberté de dire Envoyez vos textes à lanuitdesmots@voila.fr !

Dimanche 27 septembre

Goloss trouda, la voix du travail (08 heures) Émission franco-russe.

Salon du Livre Anarchiste (10 heures) 5e édition En direct de Merlieux, dans l'Aisne, de 10 heures à 20 heures.

Lundi 28 septembre

Lundi matin (11 heures) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures) Commune de Paris.

Ondes de choc (14 h 30) Magazine culturel.

Le vivre ensemble (18 heures) Végétarisme et cause animale Invité : Minotaure Films, avec Jérome Lescure, qui viendra nous parler de son prochain film sur ALF.

Ca urge au bout de la scène (21 heures) Actualité de la chanson.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30).

Mardi 29 septembre

Le Parisien libertaire (8 heures) Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne.

Artracaille (11 heures) Art en marge.

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexion sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 heures) Anti-vidéosurveillance.

Des oreilles avec des trous (dedans) (17 heures) Des fusiques molles pour fous les tous.

Idéaux et débats (18 heures) Henri Husetowski, pour *L'été chagrin* (Buchet - Chastel) ; Yann Suty, pour *Cubes* (Stock). Le groupe « Je vous déteste » viendra nous interpréter quelques chansons en direct.

Paroles d'associations (19 h 30) Cyril Kapel vient nous parler de Rose Music, association qui a pour but de promouvoir des artistes, interprètes, auteurs, compositeurs et musiciens.

Radio Libertaria (20 h 30) Émission de la CNT–AIT Actualités militantes.

Mercredi 30 septembre

La bibliothèque anarchiste (08 heures) Lecture de textes militants

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, Art et Politique.

Blues en liberté (10 h 30) Little Walter, saxo du Mississippi.

Sans toit ni loi (12 heures) Émission sur les mal-logés et la précarité

Le manège (14 heures) Littérature & Cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Avec le Collectif Droits des Femmes 20e (des Femmes engagées contre les violences faites aux Femmes).

Ras les murs (20 h 30) Actualités des luttes des prisonniers.

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Du 11 septembre au 23 octobre

Bruxelles (Belgique)

Deux centres de recherche de l'ULB (CIERL et CHSG) et la Haute Ecole Francisco Ferrer (HEFF) ont pris l'initiative d'organiser les **commémorations du centenaire de l'exécution de Francisco Ferrer.** Détails des activités, manifestations et spectacles: http://www.he-ferrer.eu et ou par téléphone (ULB-Carmen Louis 02/650.35 78) ou par courriel: Carmen.Louis@ulb.ac.be.

Samedi 3 et dimanche 4 octobre

Colmar (68)

Manifestation le samedi à 15 heures, place Rapp et rassemblement européen: **Fermons la Centrale de Fessenheim et sortons du nucléaire.** Deux jours de conférences, concerts, projections, théâtre. Tel. 0479361319. fermons-fessenheim.org

Jeudi 15, vendredi 16 et samedi 17 octobre

Limoges (87)

Festival Vivre l'utopie

Jeudi 15 octobre : 20h30 films « The take » et « L'homme qui plantait des arbres », débat, 6,50 euros, au cinéma Le Lido.

Vendredi 16 octobre : 20h30, « La Cécilia », débat, 4,50 euros, au cinéma Le Lido.

Samedi 17 octobre : 14h30, documentaires puis 20h30 « Elle n'est pas morte », Promenade musicale autour de La Commune de Paris. 10 euros. Au Théâtre de l'Union, CDN du Limousin.

Du mercredi 30 septembre au samedi 10 octobre

Paris XXè

Où vas-tu Pedro? une pièce écrite et réalisée à partir des témoignages des républicains espagnols. Débats après les représentations. Renseignements: Blanco Maria 0620594243. Vous trouverez sur bureau-formart.org/ou_vas-tu_pedro/diapo/spectacle.html le dossier du spectacle, et des photographies des représentations: théâtre Confluences, 190, bd. De Charonne, M° Alexandre Dumas.Réservations 01 40 24 16 46.

Dimanche 20 septembre

Montreuil (93)

De 14 heures à 20 heures, Zone de Gratuité de la rue de Villiers à Montreuil (à 5 minutes à pied du métro Mairie de Montreuil). Une journée. Une rue piétonne. Des tables. Des objets, les vôtres. Des gens surtout... Des musiciens. Une scène ouverte. Pourquoi pas vous? Un bar gratuit. Scène musicale ouverte et bar gratuit. zonedegratuite.hautetfort.com

Paris XIe

De 17 heures à 22 heures. Soirée de solidarité avec les antifascistes radicaux en procès, avec The Angry Cats (rock'n'billy), Guarapita (salsa ska punk) et Les Aboyeurs Anonymes (rock'n'roll attack). Au CICP, 21ter rue Voltaire. Métro Nation ou Rue des Boulets. PAF: 5 euros.

Vendredi 25 septembre

Rennes (35)

20 heures: Concert de soutien au Collectif Antifasciste de Rennes, au 1929 (13 rue Saint Michel) avec Skuds and Panic People (punk rock, Roazhon) et Jeune Seigneur (punk rock, Brest). entrée 4 euros.

Orléans (45)

20 heures. Le groupe Gaston Couté organise un débat, Réaction face à la crise, au bar l'Atelier, 203 rue de Bourgogne.

Samedi 26 septembre

St Jean-en-Royans (26)

Le groupe La Rue Râle de la Fédération anarchiste vous invite à une soirée de cinéma-débat autour du film libre et militant « De la servitude moderne » de Jean-François Brient et Victor Léon Fuentes. Maison du Royans, 29 rue Pasteur à 20h30. Entrée libre. Contact: laruerale@no-log.org

Perpignan (66)

Fête de la CNT 66.À Pia « Sant Jordi » à 150 m après « la Salud » (parcours fléché) avec La canaille du midi, chorale libertaire de Toulouse, Nina, Florent Berthomieu et son accordéon. Tables de Presse, librairie, buvette, prise de parole des syndicats. Apéritif à midi suivi d'une Fideuà (à la viande + option végétarien). Salade et desserts, vin et café. Participation aux frais 13?, chômeurs et précaires: 8?. Confirmer votre inscription au plus tard le 23 septembre en précisant le nombre de personnes à René: 0675692043, Rafael: 0688433114, Antonio: rép: 0468632571.

Paris XIe

16h30. Forum/débat: Abécédaire de la société de surveillance (Editions Syllepse). Avec David Forest. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles du Calvaire.

Dimanche 27 septembre

Hillion (22)

15 heures – Manifestation régionale pour sortir de la pollution en Bretagne ! Organisé par lecollectif « Urgence marées vertes », une fédération d'associations liées à l'environnement.

VIVE
L'ANARCHIE!
CHESTER.